

# LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Sans l'autorité d'un seul, il y aurait la lumière, il y aurait la vérité, il y aurait la justice. L'autorité d'un seul, c'est un crime. »

Louise Michel

N° 1535

du 27 novembre au 3 décembre 2008

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

## Ni césar ni tribun ni sauveur suprême



M 02137 - 1535 - F: 2,00 €



# Sommaire



De l'**action directe**, par M.-C. Calmus, page 4

Les **mains blanches**, par L. Gallopava, page 4

Capital et **chômage**, par S. Chemin, page 5

Brèves **sous la pluie**, page 6

**Nouvelles** des fronts, par H. Lenoir, page 7

Fil du **rasoir et homophobie**, par P. Schindler, page 8

Nouvelles **d'Italie**, par N. Caprili, page 9

Survivre **au Sida**, Radio libertaire, page 11

Irish **against Shell**, par L. Beham, page 14

**Obama** dit-on, par N. Baillargeon, page 15

Espace politique de **l'anarchisme**, par J.-F. Narodetzki, page 17

**Chomski**, le film, par Daniel, page 19

**Anthropologie** anarchiste, par N. Potkine, page 20

**Le mouvement**, page 21

**Radio** libertaire, page 22

**L'agenda**, page 23



## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

### France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

### Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



## Sommes-nous tous des terroristes d'ultra-gauche ?

On croyait pourtant que les duels n'étaient plus autorisés depuis Gaston Defferre... Les commentaires après la folle nuit de Solférino étaient, entre autres, pour « déplorer » que le Parti socialiste ne soit pas au côté des syndicats dans la bataille contre la privatisation de La Poste. On s'en passe fort bien et il n'y a sûrement pas que les anarchistes pour penser cela. Quoique nous ajoutons un plus de taille : tous les partis, les grands comme les petits (suivez mon regard) sont des parasites dans la lutte quotidienne pour un autre monde.

Le problème majeur est que nos diverses boutiques syndicales n'ont pas trop de stratégie autonome, s'appuient inévitablement sur le monde politique et contribuent de fait à l'aménagement du marché. Certes les manifestations contre le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement, par exemple, font chaud au cœur mais quid du lendemain syndical ? Et c'est enfoncer une porte ouverte que de déclarer que « les divisions syndicales paralysent l'action ». Comme le déclare l'historien Stéphane Sirota dans *l'Humanité* : « Les luttes existent, le mécontentement aussi, mais la difficulté est de créer un mouvement général. » En effet cela ne se décrète pas, encore moins en appuyant sur un bouton. Nous rajouterons que l'apprentissage et l'exercice de l'autonomie syndicale ont encore du plomb dans l'aile. Il est vrai et regrettable que les dits responsables syndicaux ont autre chose en tête que l'avenir de la classe ouvrière. Les élections prud'homales, le rendez-vous électoral du 3 décembre occupent leur esprit. Mais peut-être pas pour les mêmes raisons que les syndicalistes de base. Pour les managers des structures représentatives cet événement sert de baromètre au poids syndical. La force syndicale dans les entreprises ne dépendrait donc plus de la combativité sur le terrain mais plus d'instances hors de l'établissement qui se targueraient d'une « audience » ? Environ vingt millions de travailleurs et travailleuses du secteur privé sont concernés, les prud'hommes étant le dernier recours contre le patronat quand l'organisation syndicale fait défaut. Sur plus de 15 000 décisions rendues par an près de la moitié ont pour objet une rupture du contrat de travail. Quand vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains on en saura plus sur les négociations à la SNCF. Le moins qu'on puisse dire est que l'unité syndicale n'est pas à l'ordre du jour. Pourtant il faudrait bien songer à l'unité dans les luttes au lieu de faire le gros dos chacun dans son coin. Un rayon de soleil ? À Bordeaux, samedi dernier, celles et ceux de La Poste ont défilé avec l'Enseignement, syndicats et parents confondus, et les usines Ford. Comme quoi...



**FAISONS UN RÊVE.** Et si nous étions – sans le savoir peut-être – ne serait-ce qu'à titre individuel, membres de ce groupuscule décrit comme étant de la mouvance anarcho-autonome ? Nécessairement invisibles comme il a été dit dans les gazettes et la presse bien-pensantes. Si nous faisons partie de ces épouvantables nihilistes moraux, comme se risquent à l'exprimer ces bons esprits apeurés. Si nous étions des millions, comme l'espérait Spartacus il y a plus de deux mille ans, la révolution serait à nos portes. Qui se risquerait à stopper les TGV en rase campagne ? Nul n'envisagerait de saboter la distribution du gaz, de l'électricité et même de l'eau, destinés aux populations laborieuses ainsi prises en otages...

Si, à titre individuel, nous étions suffisamment motivés pour mettre à bas cet ordre moral, qui sous-tend l'ordre public, les accusations pesant sur nos têtes seraient terrifiantes. Oser remettre en cause les bases d'une société du profit pour les uns, et de la misère profonde pour bien d'autres, ce serait plonger les donneurs de leçons, de la droite dure à la gauche convenable, dans un climat de terreur. Si l'idée de révolution donnait la colique aux possédants, comme à leurs représentants au pouvoir, il en va de même pour ces « progressistes » qui prétendent nous apporter le bonheur à l'aide de réformettes qui devraient être acceptées pour solde de tout compte par ceux qui ne songent qu'à exploiter et réprimer.

Les hommes – et les femmes – qui nous gouvernent, incapables de résoudre leurs problèmes économiques et peu soucieux d'apporter la prospérité au plus

grand nombre, ont besoin de créer l'événement sur le mode « La France a peur ! ». C'est de cette façon dérisoire que le bon peuple est alerté. Il est bien connu en effet que l'anarchiste incontrôlé peut être à l'origine de bien des désagréments pour une population qui ne songerait qu'à travailler plus – même le dimanche – pour gagner quelques deniers de plus. Il convient donc de motiver le menu peuple pour l'inciter à s'échiner d'avantage, tout en s'inquiétant de l'avenir des prébendiers.

Cette volonté de faire peur ne constitue pas une approche hasardeuse. La crainte du Diable, sous une forme ou sous une autre, a toujours très bien fonctionné. Les pauvres en esprit ont d'ailleurs été instrumentalisés à cette fin.

Ne rêvons plus ! Nous avons quitté la zone des tempêtes pour celle des ouragans. L'affaire montée de toutes pièces, semble-t-il, de cette ultra-gauche-anarchiste-autonome-invisible, du village de Tarnac dans la Corrèze, ne fait que préfigurer d'autres atteintes aux libertés individuelles. Le pouvoir actuel ne sera jamais à court d'inventions pour stigmatiser de possibles coupables « susceptibles » de troubler l'ordre public. Même s'il n'y a pas de preuve pour condamner et enfermer ceux qui se refusent à marcher au pas, la machine policière et l'appareil judiciaire sont toujours prêts à frapper durement les insolents comme les récalcitrants. Il faudrait que la leçon soit retenue, faute de quoi l'arbitraire pourrait prendre le relais de lois qu'il est déjà possible de qualifier de scélérates...

Maurice Rajsfus

# De l'action directe

**JE TROUVE INQUIÉTANT** le consensus qui est en train de s'établir à gauche, et surtout à l'extrême gauche, contre l'action directe et auquel participe sans doute une floraison de films dont celui sur la bande à Baader, voire celui sur Mesrine, et qui est essentiellement nourri par l'affaire des sabotages de caténaires à la SNCF.

L'honnêteté politique et intellectuelle exige que l'on sépare bien les plans.

Il y a d'abord la précipitation suspecte avec laquelle le gouvernement prétend (il s'en vante dans les médias) s'être saisi des responsables, aucune preuve déterminante de leur culpabilité n'étant établie à ce jour. La présomption d'innocence semble avoir été balayée. Au-delà c'est l'exploitation politique de la notion de terrorisme qui doit nous interpellier.

En mineur nous nous trouvons dans la problématique de la démagogie américaine d'avant Obama. Pleins feux sur le terrorisme pour justifier l'injustifiable: pour la période Bush l'engagement militaire en Irak; en ce qui nous concerne, la surveillance accrue des milieux d'opposition, et la menace de sanctions exorbitantes pour toute dérive.

Si les auteurs sont bien les membres du « Comité Invisible » dont nous avons apprécié le livre, dans la ligne des situationnistes, l'Insurrection qui vient, nous devrions alors aborder le problème sous son angle idéologique.

Et là aussi sérier les points de vue.

Quelle peut être l'efficacité de telles actions? C'est l'interrogation principale. Faut-il privilégier l'action institutionnelle contre la privatisation et la dérégulation galopantes des services publics, via les syndicats et les (nouveaux) partis, ou exprimer directement un désaveu au risque de lui donner l'allure du désespoir? Dans la même catégorie peut être rangée l'action des faucheurs de plants OGM.

L'autre interrogation importante est: où est la frontière entre la violence matérielle et la violence physique (celle de l'atteinte aux personnes, que je réprouve)? C'est le flou de cette frontière, comme le doute sur le sens de l'action, qui peuvent faire débat.

Pour le reste, si l'on compare l'atteinte au confort des voyageurs occasionnée par le libéralisme à la SNCF\* (elle, totalement impunie) à celle provoquée par cet incident, pas plus paralysant qu'une grève de quelque ampleur (action elle aussi désormais dans le collimateur), force est de constater que pour des dommages au moins équivalents le traitement est totalement inégal.

Je rappelle brièvement que sur la ligne Clermont-Aurillac, cet été, c'est au recours à la sous-traitance et donc à l'emploi de travailleurs précaires et non formés, que le réseau régional a dû d'être paralysé pendant des mois: des travaux qui venaient d'être faits ayant été... détruits par une manœuvre malencontreuse: un déraillement de chariot sur

quatre kilomètres abîmant des traverses fraîchement changées. Si on y ajoute la mort accidentelle d'un ouvrier mentionnée nulle part, mais révélée par des agents de la SNCF, ça semble plus que grave et diablement plus lourd que les dégâts liés à l'affaire récente.

Quant à l'action directe en général, sous sa forme verbale et non-violente, elle peut apparaître comme la dernière chance dans un monde où la réflexion, la résolution, la résistance risquent de s'enliser dans le magma politico-médiatico-marchand.

Pouvons-nous espérer réussir à construire, par nos efforts joints, quotidiens comme de pensée, cette autre société où la loi des plus forts et des plus riches cesserait de prévaloir et où moyens de production comme d'information et de culture seraient aux mains de tous?

**Marie-Claire Calmus**

*Dernier ouvrage publié:*

*Ouvrir la Cage. De l'aliénation*  
(Éditions Raphaël de Surtis 2008).

*À paraître en décembre 2008,*

*chez le même éditeur:*

*Les Chroniques de la Flèche d'Or (premier volume)*

\* Article « Dérégulation estivale en période de Festival » à paraître en décembre 2008 dans la revue l'Émancipation.

## Espace protégé

### Ils ont les mains blanches et le verbe fleuri (eux !)



**DANS LA SÉRIE** « je voudrais pas me faire avoir par mes propres lois », l'Assemblée nationale et le Sénat ont récemment enrichi la loi de 1881 sur la liberté de la presse, en votant un statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires (loi n° 2008-1187 du 14 novembre 2008). La disposition nouvelle précise: « Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage ni les propos tenus ou les écrits produits devant une commission d'enquête créée, en leur sein, par l'Assemblée nationale ou le Sénat, par la personne tenue d'y déposer, sauf s'ils sont étrangers à l'objet de l'enquête [...] ». En clair: ce

sont généralement des dignitaires de la politique, l'économie ou l'Administration qui sont entendus par les commissions parlementaires. Il ne faudrait donc pas qu'un mot de travers ou un sous-entendu ne les exposât à des risques judiciaires. Donc, entre eux, et dans l'espace protégé des commissions d'enquête, ils ont convenu de s'accorder l'immunité réciproque. Mais si toi, dans la rue, tu soliloque en les qualifiant d'escrocs, la Loi pourrait ne plus être cette matrone aux mamelles généreuses...!

Léa Gallopavo

# Plus le **capital** se gave plus il recrache des **chômeurs**

L'IMAGINATION ÉTANT AUX JOURNALISTES ce que la pompe est au vélo, c'est-à-dire un appareil parfois très utile, un certain nombre de scribouillards pissant de la copie sur un sujet inépuisable puisqu'il s'agit du marché du travail, ont illustré leur prose du titre suivant: le chômage est de retour. Diable, « Le » chômage était donc parti en croisière sur le yacht de Bolloré, puis se languissant par trop des escales paradisiaques offertes par l'ANPE se serait décidé à revenir dare-dare pour en apprécier à nouveau les délices? Allez, essayez de reprendre vos esprits, braves plumitifs qui serez peut-être lourdés prochainement à cause d'une accélération de la « concentration des médias », le chômage ne peut pas être de retour pour la simple raison qu'il est toujours resté incrusté dans notre quotidien.

Rappelons quelques faits et chiffres:

- la France compte plus de trois millions de chômeurs,

- le taux de chômage des femmes est de 9 % contre 8 % chez les hommes,

- 19 % des actifs de moins de vingt cinq ans sont au chômage contre 5 % des 50 ans et plus,

- le taux de chômage des non diplômés est deux fois plus élevé que celui des diplômés de l'enseignement supérieur,

- un quart des actifs non ressortissants de l'UE sont au chômage,

- le chômage est deux fois plus important dans les zones urbaines sensibles que dans le reste du territoire et il dépasse même les 40 % pour les jeunes et les femmes dans ces zones de relégation,

- à niveau de diplôme égal le taux de chômage est très supérieur dans les quartiers sensibles (comme on dit en novlangue). Pour les bac +2 il atteint 10,8 % contre 6 % dans le reste du pays.

Par ailleurs 12,3 % des actifs occupés étaient en CDD, en intérim, en stage, en contrat aidé ou en apprentissage en 2007 contre 5,4 % en 1982. Enfin, pour la même période le temps partiel a quasiment doublé, passant de 9 % à 17 %.

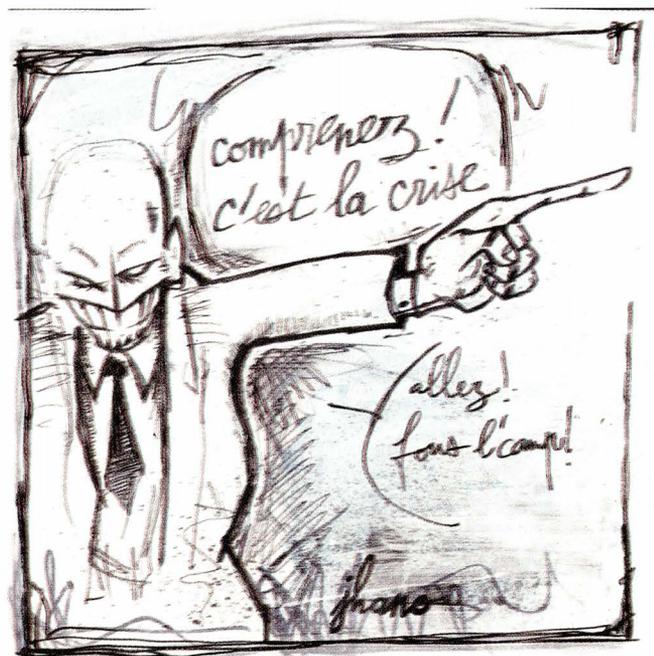
Par leur ampleur et leur répétition les vagues de licenciements actuelles frappent nos imaginations, mais à rebours de leur caractère « industriel », le processus de destruction des emplois est un phénomène continu en France depuis plusieurs années malgré les misérables

subterfuges utilisés par les menteurs et escrocs qui nous gouvernent pour les masquer. Les procédés visant à rendre « présentables » les chiffres du chômage sont multiples: radiations massives, manipulations statistiques, obligation faite aux chômeurs d'accepter un travail au rabais, etc. Enfin, pour parachever sa sale besogne le pouvoir active un autre registre, par exemple avec force de coups de clairon pour annoncer la création de « nouveaux » emplois aidés alors que leur nombre qui était de 500 000 au début des années 2000 est passé à 365 000 en 2008!

Bien entendu l'exonération du salaire différé et socialisé (ce qu'on appelle improprement les charges) sur les heures supplémentaires a également un impact direct sur l'emploi, en particulier sur le travail en intérim.

Tout licenciement est une violence extrême exercée contre la personne, et son corollaire, le chômage, est une souffrance sociale qui ne peut être convertie sur le plan monétaire. La privation d'emploi est une double peine vu qu'elle est un facteur de désinsertion sociale d'une part et qu'elle fragilise particulièrement la situation économique des chômeurs d'autre part.

Toute hausse du chômage a un effet de levier direct dans le rapport de forces entre les travailleurs et les patrons en ce sens qu'un accroissement de l'« armée industrielle de réserve » permet au capital d'accentuer la concurrence entre tous ceux qui - nécessité oblige - sont contraints de louer leur force de travail fut-ce à vil prix. Comprendre ce phénomène est certes infiniment moins complexe qu'essayer de résoudre le théorème de Fermat, néanmoins son rappel régulier est toujours salutaire. Les utilisateurs du hideux langage technocratique disent de l'emploi qu'il est une « variable d'ajustement », ceci pour dire que « compresser les effectifs » (autre infâme trouvaille de la novlangue) est la martingale infaillible pour sauvegarder les



profits des patrons et pour verser de juteux dividendes à leurs volatils alliés que sont les actionnaires.

Gesticulator a déversé un monceau de milliards au pied des banquiers au motif que cette mesure permettrait de sauvegarder les intérêts des épargnants mais aussi pour soutenir l'économie Française (avec un F majuscule comme Foutage de gueule). Que croyez-vous qu'il arriva? Les banquiers utilisent cette manne pour reconstituer leurs fonds et restaurer leurs marges, par contre pour ce qui est de prêter du capital aux entreprises qui en font la demande, dans nombre de cas la réponse est... **makach ouallouh**. Conséquence de quoi les entreprises (surtout celles de main d'œuvre) auront un alibi supplémentaire pour continuer à licencier en toute impunité. Mais bon, tout n'est pas perdu puisqu'un ministricule nommé Novelli lancera dès janvier prochain un dispositif baptisé « devenez auto-entrepreneur », dispositif qui permettra - selon les dires de son concepteur - aux salariés, chômeurs, retraités ou étudiants de développer une activité complémentaire pour augmenter leurs revenus. Là, ouvrez bien vos esgourdes et tenez-vous les côtes car la plaisanterie n'est pas terminée, le Novelli bouffon en question certifie que son invention sera une « arme anti-crise »!

Est-il possible de condamner au chômage perpétuel tous les salopards qui n'en finissent pas de saccager nos vies? Yes we can!

Sami Chemin

## Soutien aux inculpés SNCF

Selon le groupe de la Creuse de la Fédération anarchiste, une réunion a eu lieu à Tarnac (19) en présence de nombreux habitants de la commune et des alentours, choqués et en demande d'information sur les arrestations du 11 novembre 2008. Un comité de soutien a été créé à l'issue de la réunion, une large partie de la population du village n'accepte pas l'inculpation scandaleuse dont sont victimes leurs voisins.

## Grève dans les écoles

La journée de mobilisation dans l'éducation, jeudi 20 novembre, a été « réussie » selon les syndicats, avec une grève largement suivie dans le primaire et des manifestations dans toute la France. Dans les écoles primaires, entre 48 % (ministère) et 69 % (syndicats) des enseignants ont débrayé. Dans les collèges et lycées, ils étaient entre 21 % (ministère) et « plus d'un sur deux » (selon le Snes).

## Répression à Tours

La Fédération anarchiste, les Sans-papiers, Alternative libertaire et d'autres organisations appelaient à un rassemblement antimilitariste devant la faculté des Tanneurs, de l'autre côté du lieu officiel de la commémoration du 11-Novembre. Ils se sont fait méchamment tabasser par la police, sous prétexte qu'ils chantaient des chants antimilitaristes. Les militants agressés ont porté plainte, on se doute quelle suite sera donnée!

## Crise à deux vitesses

Les entreprises du CAC 40 devraient finir l'année avec des résultats supérieurs, en moyenne, de 12,09 % par rapport à 2007, selon le cabinet d'expertise comptable Pricewaterhouse Coopers. Ah! Les salops...

## État proxo

L'État tente de museler le DAL (Droit au logement), les mal-logés et les sans-logis. Il requiert 32 000 euros d'amende contre l'association, à la suite du campement de la rue de la Banque en 2007.

## Surveillez-vous les uns les autres

Le ministère de l'Éducation nationale lance un appel d'offre pour créer de nouveaux emplois de « veille de l'opinion » chargés de surveiller les sites de syndicats, de partis politiques, de militants d'associations... Cette mise sous surveillance des enseignants accompagne celle assise sur les enfants, à travers le dispositif Base Élèves, qui visait à l'immatriculation de tous les élèves à partir de trois ans et dont les données auraient été conservées jusqu'à... 35 ans!

## Concert néo-nazi annulé à Lyon

Des militants antifascistes ont essayé de dissuader le patron de la salle et comme ils n'y arrivaient pas, ils ont informé la presse, et imprimé des pages des sites d'extrême droite qui annonçaient le concert, ainsi qu'une interview dans laquelle le leader de l'un des groupes, Les Vilains, disait tout le bien qu'il pense des « bougnoules ». Le responsable de la salle a fini par annuler le concert, en expliquant qu'il refusait « la politique » dans sa salle... Restons vigilants.

## Le pouvoir est maudit!

Un député a assassiné sa compagne avant de se suicider. Selon des proches, Jean-Marie Demange, député UMP de Moselle, était « très perturbé » depuis qu'il avait perdu en mars la mairie de Thionville...

## Santé confidentielle: du passé!

L'accès aux données personnelles de santé en prend un sacré coup dans la tronche ces derniers temps: Orange propose une foule de nouveaux services pour les hôpitaux, les médecins et les particuliers, d'autre part, les mutuelles et les entreprises d'assurances pourront à partir de maintenant accéder plus largement aux données de santé, depuis la parution au JO, d'un décret autorisant les fédérations des complémentaires santé à accéder aux données sur les actes remboursés par la Sécurité sociale. Enfin, une première réaction négative, tout de même, nous vient des Ordres des professions de santé qui ont

été saisis pour avis d'un projet d'arrêté pris en application du décret n° 2007-960 du 15 mai 2007, relatif à la confidentialité des informations médicales conservées sur support informatique ou transmises par voie électronique. À l'avenir, ça risque de devenir de plus en plus difficile de cacher sa séropositivité à son employeur!

## Collabos bénévoles

On vous avait prévenus, la préfecture du Loiret l'a fait! Elle vient de lancer un appel à candidatures d'un genre nouveau. Il s'agit de recruter des bénévoles pour « un service volontaire citoyen de la police nationale ». Ce recrutement de citoyens vise, selon le ministère, à « mobiliser et regrouper des personnes qui veulent exprimer leur citoyenneté de manière active au bénéfice de la collectivité, aux côtés du service public de la police nationale ». Les candidats doivent être âgés de 17 ans au moins et remplir les conditions physiques liées aux missions du service. Les futures recrues devront assurer des missions d'accueil et d'assistance dans les commissariats, de sensibilisation au respect de la loi, d'interventions en milieu scolaire et de suivi des victimes... « Maréchal, nous voilà: tu nous as redonné l'esérance! »

## Afghans en route vers la mort. .

Après l'annonce d'un charter franco-anglais en direction de Kaboul, une chasse policière aux migrants afghans s'est déclenchée dans le Calvados, histoire de remplir ce foutu coucou. Plus de 50 Afghans sont enfermés au Centre de Retention Administrative de Coquelles en attente d'être renvoyés dans « leur » pays, dans lequel ils n'ont pour certains jamais vécu, nous communique le Groupe d'anarchiste de Lille et ses environs. Cette expulsion par charter pourrait signifier une exécution pure et simple à leur retour comme pour les vingt Afghans expulsés récemment d'Australie.



# Nouvelles des fronts

« Un esclave mort au travail a toujours permis d'en acheter deux »  
R. Vaneigem

**LE PÈRE LA PURGE**, pas celui de la chanson anarchiste, mais celui du capitalisme en re-(dé)-composition a commencé sa grande saignée centenaire. Tout autour de la planète les têtes de travailleurs tombent par milliers, la grande terreur de la déflation a commencé et ne s'arrêtera pas de sitôt. Aujourd'hui l'automobile et ses sous-traitants ouvrent le bal, demain le bâtiment dont l'activité ralentit déjà. Bientôt les « Nouvelles des Fronts » devront être quotidiennes tant les sacrifices humains sur l'autel du Capital sont nombreux.

Un petit tour d'Hexagone est en cela édifiant. Oise, Saint-Gobain annonce une fermeture de cinq semaines; Isère, Tyco Electronics supprime 520 emplois; Haute-Garonne, Molex toujours dans l'électronique menace 300 salariés de licenciement; Loiret, le laboratoire McNeil s'apprête à liquider 170 emplois, Bas-Rhin, Tixit, numéro 1 français du rayonnage léger a dans le collimateur 114 employés à Haguenau; Loire-Atlantique, Béghin-Say pense cristalliser 172 emplois; Deux-Sèvres, la Camif brade 800 personnes; Val-de-Marne, diminution d'effectifs à l'IGR-Gustave Roussy, moins 140 salariés sur trois ans; Côte d'Or, Amora-Maille, groupe Unilever, met sur le carreau 296 moutardiens; Bouches du Rhône, Arcelor-Mittal annonce plusieurs semaines de chômage technique, idem dans la Loire chez Michelin... Au moins la crise permet de réviser sa géo! France entière, Bata ferment 27 boutiques et botte le cul à 90 chausseurs, AFPA, formation pour adultes, va liquider une centaine de salariés et ce n'est probablement qu'une première vague. France Télévisions d'ici à 2012 s'allègera de 900 postes de travail. Quant à l'automobile, c'est la débandade Peugeot-Citroën qui a déjà viré une grande part de ses intérimaires prépare le départ « volontaire » de 3 500 ouvriers, employés et cadres, dont environ 800 sur Rennes. Renault Trucks annonce du chômage partiel tout comme Renault à Flins ou à Sandouville... En bref, tout baigne, les gestionnaires du monde,

armés de la Science économique, infaillible par définition, font payer la note au Travail... rien de neuf sous les ponts, régulièrement le zouave du pont de l'Alma a le cul mouillé!

Résistance toujours en ordre dispersée, nouvelle grève chez Vélip' à Paris pour les salaires, grève aux NMPP contre la restructuration qui entraînera 350 départs, grève illimitée des pompiers du Pas-de-Calais qui exigent de meilleures indemnités et de meilleures conditions de travail, grève des pilotes qui ne veulent pas mourir aux commandes à Air France, grève des transports Véolia à Bordeaux. Et enfin grève massive contre les réformes Darcos à l'Éducation nationale, journée d'action le 22 novembre contre la privatisation de La Poste et grève annoncée mais déjà trahie à la SNCF contre la réforme du fret. À qui profite la dispersion? Victoire juridique, Carrefour devra passer à la caisse et indemniser à hauteur de 1,28 million d'euros les 530 salariés de Lyon et Givors que le distributeur payait jusqu'il y a peu en dessous du Smic horaire.

Après le tour de France des liquidateurs, le tour d'Europe et le tour du monde ne sont pas plus réjouissants, le saccage est planétaire. Whilpool électroménager dégage 5 000 emplois en 2009; L'Oréal ferme deux usines dont une en Grande-Bretagne et une à Monaco, 200 salariés maquillés pour le compte, Jet Airways (Indes) en jettent 1 900. BASF (chimie) ferment 80 usines dans le monde et Yahoo dégage 1 300 collaborateurs soit 10 % de l'effectif. Tous les secteurs sont touchés, faute de lutte, la purge est internationale. Les métallos ukrainiens ne sont plus payés, les médias anglais ont perdus 2 300 emplois, American Express en brade 7 000. Quant à l'automobile mondiale, c'est la débâcle, à quand la reconversion des usines de bagnoles en produits utiles et durables? Quelques éléments: General Motors au bord de la faillite, 250 000 emplois directs menacés, 4 millions dans la sous-traitance. Allemagne, Daimler, moins 3 500, BMW à Leipzig moins



Manifestation contre la loi Pécresse sur l'autonomie des universités (LRU) Paris, le 8 novembre 2007.  
©Photothèque du mouvement social.  
Photo de Gabriel Laurent.

400, Opel et Audi, arrêt de la production; Espagne, Seat moins 4 700; Suède, Volvo, moins 900; Roumanie, Dacia, chômage technique; Chine, Peugeot supprime 1 000 emplois... Réduction drastique de la production automobile qui creve les pneus de Pirelli (Italie), moins 2 500 emplois et les dégonflent chez Michelin (Pologne). À tout saigneur tout dégraisseur revient à la banque Citigroup qui pulvérise 53 000 emplois dont quelques milliers de traiteurs imbéciles et soumis.

Résistance aussi, grève massive (90 %) dans l'éducation en Italie contre la casse des écoles publiques et grève d'avertissement des métallos allemands. Victoire quelquefois, les mécanos de Boeing, après 57 jours de grève, ont arraché 15 % d'augmentation des salaires.

Quelques chiffres illustratifs pour finir sur les effets nocifs de la dictature du Capital. France, 720 150 accidents du travail dont 622 décès en 2007 et pour la même année 43 800 maladies professionnelles reconnues ayant entraîné 420 décès. Europe, 5 millions d'enfants obèses et 22 millions en surpoids, tous victimes de la mal'bouffe; Europe toujours 220 millions de salariés, 108 millions de précaires (BIT). Méditerranée, 12 000 morts noyés en venant se faire exploiter depuis quelques années. Chine, le tabac pourrait tuer 80 millions de Chinois d'ici à 2033 mais qu'on se rassure 90 % des Chinois riches sont les héritiers de la nomenclatura communiste. Comme quoi rien ne se perd, tout se transforme! Enfin, dans le Monde, 210 millions de chômeurs annoncés (connus et enregistrés comme tels) selon les critères très approximatifs du Bureau International du Travail (BIT) pour 2009. Que la fête continue et que tourne manège!

Hugues

Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste

# L'homophobie légalisée

## La cour de cassation encourage l'homophobie

**IL FALLAIT S'Y ATTENDRE:** la meute des homophobes de tous poils est lâchée, suite au signal donné par la Cour de cassation qui a estimé que les propos tenus par Christian Vanneste n'étaient pas contraires à la loi sanctionnant les injures homophobes. Pour rappel, le député UMP avait lâché: « L'homosexualité est une menace pour la survie de l'humanité et elle est inférieure à l'hétérosexualité », et été traîné devant les tribunaux pour propos homophobes par SOS homophobie et Act-Up Paris.

Pour La Droite Libre, un mouvement associé à l'UMP: « L'acquiescement de Christian Vanneste constitue une victoire éclatante pour la démocratie dans notre pays c'est une victoire du bon sens sur l'obscurantisme ». Et d'enchaîner sur la genèse de la loi instituant la Halde et sanctionnant les propos homophobes en ces termes: « Le gouvernement avait cédé à l'émoi médiatique savamment orchestré par les lobbies homosexuels. » Suit une dénonciation en règle, avec une terminologie en général plutôt réservée aux groupes d'extrême droite sur: « Le rôle des médias, révélateur d'une obscure porosité entre salles de rédaction parisiennes et les lobbies homosexuels, ces groupes de pression reprenant les méthodes d'intimidation, de menaces, de harcèlements dignes des groupuscules trotskystes dont ils sont parfois issus. » Pour une fois que les lobbies juifs et maçonniques sont épargnés!

Pour La Droite Libre, « La cour de cassation a reconnu à juste titre que les propos de Christian Vanneste ne s'attaquent pas aux homosexuels en tant que personnes, mais à l'homosexualité en tant que phénomène sociétal. » Derrière ce discours se profile la dangereuse idée que l'homosexualité est une tendance sociale, fluctuante, qui peut être combattue et non une simple donnée sociologique avérée. Or, à ce jour, pour les anarchistes et tous les amoureux du respect des droits des

individus, ce sont plutôt, le racisme, le sexisme, l'antisémitisme, la transphobie, l'islamophobie et l'homophobie qui sont des phénomènes sociétaux. Ces derniers devant, pour nous, être combattus contrairement à l'origine ethnique, au choix de son genre, ou de sa sexualité, qui ne sont à nos yeux que des faits sociaux!

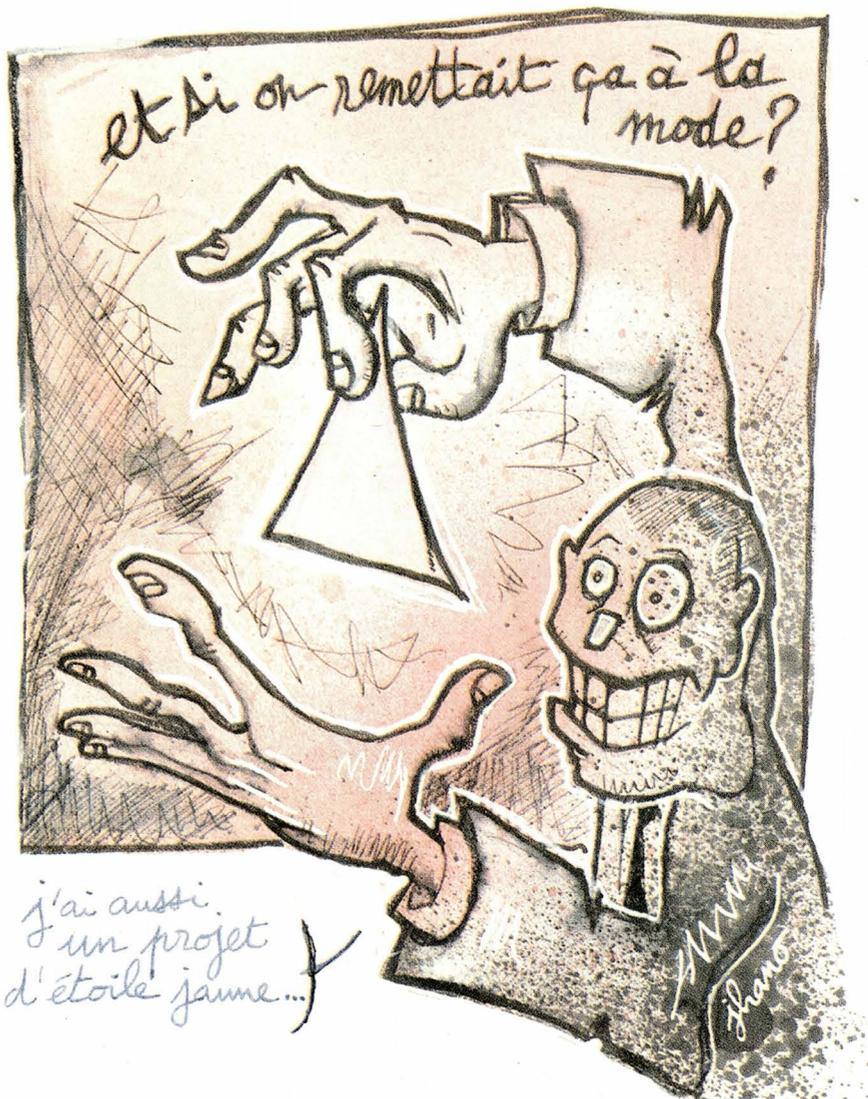
Encore plus édifiant, La Droite Libre fait un étrange parallèle entre homosexualité et communautarisme islamiste: « D'ailleurs, reprenant les mêmes méthodes et concepts que les lobbies homosexuels, ce refus de distinguer sujet et attributs apparaît plus clairement chez les groupes de pression islamistes ou communautaires arabo-musulmans. La similitude d'intimidation entre les lobbies homosexuels et islamistes, voire l'étrange proximité qu'ils manifestent dans leur critique du capitalisme ou de la politique d'immigration (sic), illustre la perversité de ces groupes communautaires fixés sur le même objectif: la destruction de la

société traditionnelle occidentale ou de ce qu'il en reste. » Et d'enchaîner: « Outre la nécessaire liberté d'expression, le mérite du député UMP Christian Vanneste consiste à avoir brisé le tabou de l'équivalence morale entre homosexualité et hétérosexualité. En effet, le principal argument opposé à l'homosexualité réside dans la stérilité d'un couple homosexuel. L'homosexualité, si elle était généralisée à l'ensemble de l'humanité, représenterait assurément un danger immédiat pour sa survie. »

Avant de conclure: « Le blanchiment de Christian Vanneste par la justice constitue un motif d'espérance. Le bon sens et la raison ont prévalu sur l'hystérie des lobbies homosexuels dont l'activisme militant et le fanatisme menacent notre régime de libertés. » Alléluia! Et sans commentaires...

Patrick Schindler

Groupe claaaaaash de la Fédération anarchiste



# Une onde vers le débat ?

Le mouvement en Italie



Une campagne libertaire italienne témoigne du mouvement populaire en réaction à la casse du système éducatif dans un pays noyé par l'ambiance fascisante.

**P**ARMI LES LYCÉENS certains préfèrent parler « d'onde estudiantine », d'autres sont fiers de pouvoir être identifiés aux étudiants de 1968, d'autres encore refusent cette identification. Ce qui est clair, c'est le refus d'une grande partie des étudiants d'une quelconque identification avec ce qui par le passé a déçu et participé à détruire le futur. Si d'un côté cette attitude dénote un manque d'habitude d'un rapport à l'histoire et au débat, cela révèle le désir d'affronter d'une manière nouvelle la réalité sociale et de trouver des solutions pour poser des revendications.

Une conviction se répand : le vote ne serait pas la meilleure expression politique utilisable en Italie ces temps-ci. Les partis politiques ne se distinguent plus entre eux, mais représentent un amalgame de privilèges et de sourires anesthésiants. Les politiciens de tous bords forment une caste hermétique aux revendications de ceux qui ont décidé de lutter et de faire le procès de la privatisation du savoir conduisant à sa destruction.

L'élément nouveau du mouvement de 2008, sans rapport avec celui de 1990 (connu sous le nom de « Pantera »<sup>1</sup>), c'est la présence des parents aux côtés de leurs enfants et du personnel de l'école publique et des universités, tous réunis dans les mêmes manifestations. C'est aussi la mobilisation des lycéens,

en dépit du fait que la réforme en question ne concerne pas les lycées. Que ces jeunes aient décidé de contribuer tout de même à cette lutte dénote un besoin d'exprimer leur malaise social.

Tout cela parce que les deux « réformes » – les décrets 135 et 137 concernant respectivement l'Université et l'École primaire – ont contribué à compléter définitivement le processus de privatisation du savoir débuté depuis déjà plus de quinze ans. Il faut reconnaître à Berlusconi une grande habileté pour « foutre en rogne tout le monde ensemble »<sup>2</sup> et une grande capacité à susciter des contestations où tous les aspects sociaux se rencontrent. C'est à se demander s'il se serait passé la même chose si ces « réformes » avaient été présentées par Prodi. Le décret 135 n'est en réalité pas une vraie réforme. C'est plutôt une mesure impliquant l'amputation des ressources financières de l'Université.

L'article 16 de cette loi « autorise la transformation des universités en fondations de droit privé. » nonobstant les termes de la Constitution italienne : « Les institutions publiques ou privées ont le droit de fonder des écoles et des instituts d'éducation sans que les frais soient à la charge de l'État. » Les gouvernements se servent là de la Constitution et des lois selon leurs intérêts, ce qui devrait

**Natalia Caprili**

*Individualité de la Fédération anarchiste italienne*

pousse à une réflexion sur le sens de mots tels que Constitution, droit et lois, face au miroir de la réalité des faits.

Pouvons-nous imaginer ce que deviendraient les universités si elles devaient être livrées aux plus offrant? Ceux-ci n'investiraient sûrement pas dans des disciplines susceptibles de contester ce qui est en train de se réaliser, ni dans celles considérées comme non « productives », au sens capitaliste de ce terme.

L'Italie fait de l'œil au système américain, occultant paradoxalement qu'une grande partie des nouveaux émigrants italiens vers les États-Unis sont des chercheurs de l'Université. L'Italie, comme l'Europe, continue de suivre une voie que l'histoire a révélée ruineuse. L'État italien, donnant la main au capitalisme, a financé les grandes infrastructures pour ensuite les privatiser. Il a « sauvé » l'industrie de la grande crise, ensuite les usines ont été déplacées là où la main-d'œuvre est moins coûteuse. Enfin, l'État italien a considéré le pétrole comme la grande ressource stratégique à travers la création de l'ENI ( aucun commentaire!)

Aujourd'hui l'État italien décide de soustraire 10 milliards d'euros à l'Université afin de pouvoir renflouer les banques. Ce qui se traduit en termes humains par la suppression de 20 000 postes de travail dans un pays désormais à genoux.

En ce qui concerne l'École primaire, le décret 137 réduit le personnel par un retour à « un seul maître », rappelant ainsi l'École mussolinienne, alors qu'avant cette réforme ils étaient trois par classes. Les instituteurs devront assurer 24 heures de cours par semaine, étant entendu que dans les règlements « sont pris en considération les exigences corrélationnelles à la demande des familles d'une plus ample articulation du temps scolaire ». Exigences auxquelles on ne répondra jamais avec de nouvelles embauches mais en faisant effectuer plus d'heures

au personnel.

Les parents se sont donc aperçus de la menace qui plane sur le système éducatif et ont décidé d'occuper les écoles primaires en y dormant avec leurs enfants. Les débats entre les parents et le personnel sont très enrichissants. Une mère raconte sur *Radio popolare network*: « Je pense qu'occuper l'école pour récupérer l'importance d'un savoir libre et public est plus éducatif qu'une quelconque leçon. »

Comme les parents d'élèves des écoles primaires, les lycéens ont aussi occupé leurs espace d'études, conscients d'une transformation en quelque chose d'élitiste de leur outil d'apprentissage.

Mardi 30 octobre, à Rome, étudiants, parents et personnel scolaire ont manifesté ensemble. Sans entrer dans le vif d'un quelconque mouvement, il s'avère que celui de 2008 est similaire à celui de 68. On constate la présence provocatrice dans les manifestations de fascistes armés de barres de fer et de bâtons en tricolore, histoire d'étaler un peu leur nationalisme. Plusieurs témoignages attestent qu'ils ont frappé des élèves de 13 ou 14 ans. Cela fait écho au discours de Francesco Cosiga (sénateur à vie, ex-ministre de l'Intérieur et ex-président de la République) prononcé quand les étudiants ont commencé à s'organiser et à occuper les universités: « Maroni devrait faire ce que je fis moi-même quand j'étais ministre de l'Intérieur: infiltrer les étudiants avec des policiers et laisser pendant dix jours les manifestants détruire les villes, après quoi les sirènes des ambulances devront surplomber celles des véhicules de police. » Ces mots s'ajoutent à d'autres à l'occasion du procès des faits survenus à l'école Diaz, lors du G8 à Gênes en 2001, quand la police pénétra dans les locaux alors que les manifestants étaient endormis pour les tabasser à mort.

Même si le passé et le présent ne donnent pas l'espoir d'un futur meilleur, les petits pas de ce mouvement ou de cette « onde » sont en train d'amorcer une voie. Places, boulevards, universités, gares, écoles, usines (celles qui n'ont pas fermé!), lieux urbains de plus en plus conçus à la mesure de l'automobiliste avec son portable, commencent à se transformer en lieux de fêtes, de débats, de confrontation et de collision sociale. Enseignants, étudiants, élèves, parents, personnel scolaire, femmes, hommes et enfants coopèrent en ce moment afin de réhumaniser ces lieux urbains.

Si la faculté d'autoresponsabilisation, d'un sens critique antimédiatique, de la construction d'une démocratie directe s'amorce, il se pourra alors, peut-être, que cette « onde » entraîne tous les sujets fragilisés de cette société atomisée.

N. C.



1. La panthère

2. « nel far incazzare le persone tutte insieme »

# Survivre au Sida

**L'émission *La santé dans tous ses états* sur Radio libertaire a reçu Tina et Reda, qui militent au sein du Comité des familles pour survivre au Sida (CFSS). Reda a eu le malheur de faire un poisson d'avril et de lancer un faux communiqué de presse dévoilant l'affectation des fonds de l'association Sidaction au profit du seul fonctionnement de l'association, et donc au détriment des malades du sida. Cette blague lui a coûté un procès, seul face au milliardaire Pierre Berger et aux avocats de l'association. Le pot de terre contre le pot de fer. Radio lib' leur a donné la parole.**

**Reda:** Je milite au CFSS, une association contrôlée et gérée depuis sa naissance il y a cinq ans, par les familles concernées par le VIH. J'anime également depuis 1995, l'émission *Survivre au sida* sur (Fréquence Paris Pluriel) FPP et qui a pour vocation d'informer et de donner la parole aux personnes séropositives et à ceux et celles qui partagent leurs vies. Avoir démarré cette émission en 1995 n'est pas anodin: c'est un tournant important dans l'histoire de l'épidémie. Or, si ce combat continue aujourd'hui, c'est parce qu'il y a échec de la prévention. L'histoire de l'émission se rattache à ce qui s'est passé pendant les années 1980 en France: que le gouvernement a laissé le VIH se répandre dans les cités et dans les quartiers pauvres, avec d'abord l'héroïne qui a inondé les quartiers et s'est répandu comme « une traînée de poudre », puis juste derrière, le virus.

**Rl:** On a une idée du nombre de personnes infectées à l'époque?

**Reda:** Ce virus, c'est d'abord une injustice. Si on parle des gens qui habitent en banlieue, 60 % de la contamination était liée au partage des seringues. C'était donc évitable facilement, et clin d'œil à la « crise d'aujourd'hui », pour pas beaucoup d'argent... J'espère que pour l'avenir une solution viendra par la recherche, comme un vaccin thérapeutique, un vaccin tout court, ou un médicament qui permettra de contrôler à vie le virus. Un vaccin facile à prendre et pas cher. En attendant, le problème est avant tout politique.

**Tina:** Je milite au sein du Comité depuis deux

ans, j'ai connu l'association à l'occasion de la rencontre des parents et futurs parents séropositifs. Les parents viennent raconter leur histoire avec la présence de spécialistes, dans un vrai débat. Je suis restée dans l'association: ce n'y sont pas des professionnels qui reçoivent les malades, mais les familles elles-mêmes qui réussissent à faire les choses par elles-mêmes, concrètement.

**Rl:** Des parents de malades ou des malades qui veulent avoir des enfants?

**Tina:** Il y a de tout. Mais surtout des parents malades qui ont eu des enfants ou qui veulent en avoir. Où ceux qui en ont eu viennent témoigner que c'est possible d'avoir des enfants quand on a le VIH. Ce que peu de gens savent. Quand on est pris en charge par un médecin et qu'on prend des traitements, on évite tout à fait la transmission de la mère à l'enfant. De plus, du père vers l'enfant, il n'y a pas de transmission. Donc, aujourd'hui on peut avoir des enfants sans risquer de contaminer ni son partenaire ni son enfant.

**Reda:** Ce qui est important à noter, c'est qu'on ne choisit pas d'avoir le VIH et donc de se retrouver à militer autour de ça, et chez CFSS, on pourrait parler d'autogestion. Même si c'est plus facile à dire qu'à faire. Mais, nous avons construit au fil des ans, une pratique qui permet que pour les personnes qui apprennent qu'elles sont séropositives, ce ne soit pas « le ciel qui leur tombe sur la tête ». Aujourd'hui, le médecin a beau dire « Il y a la trithérapie, il y a des médicaments qui permettent d'envisager de vivre longtemps »; au

niveau individuel, ça reste une catastrophe. Il faut du temps pour se relever. On reçoit des gens qui arrivent en chialant, qui pensent qu'ils vont mourir, qu'ils ne pourront jamais avoir d'enfants, qu'ils ne pourront plus jamais faire l'amour. Ce qui est faux! Au final, c'est en venant au collectif qu'ils ont pris conscience que c'est possible d'envisager de vivre, de faire l'amour, ou de faire des enfants.

**Rl:** En quoi CFSS est une association différente des autres?

**Reda:** Notre association œuvre pour que les personnes choquées après avoir appris leur séropositivité puissent reprendre un peu les rênes de leur destin. Certains décident même de rester et de militer avec nous, et se disent: « On ne peut pas laisser les mamans qui apprennent leur séropositivité en cours de grossesse, toutes seules. » Et pour ça, il faut que l'entraide et que l'autosupport fonctionnent. C'est ça notre enjeu au quotidien. Mais, ça a été dur et ça reste fragile, ça tient à un fil. Par exemple, le comité est directement issu des luttes des années 1980 et n'a jamais essayé, comme d'autres, de gratter des subventions, d'acquiescer une réputation ou une légitimité, ou je ne sais quoi. Le CFSS est né à cause de la situation en banlieue où toute une génération a été sacrifiée à la double peine: à la prison et au sida (souvent accompagné d'une hépatite).

**Rl:** Où est née l'association?

**Reda:** À la « Cité des 4000 » justement. On l'a créée là-bas avec le soutien de l'association

Africa, qui est la dernière association laïque à travailler sur les 4 000, et qui, comme la nôtre a une histoire politique, loin des subventions d'État. Et quand on leur a dit que c'est possible de faire un bébé quand on est séropositif, ils ont du mal à l'entendre. Pourquoi? Parce que certaines personnes dans l'association Africa avaient vu des familles entières décimées par la maladie, à une époque où c'était le papa qui contaminait la maman, qui ensuite contaminait le bébé et puis, tout le monde mourrait... Ça laisse des traces. Avant que les techniques d'assistance à la grossesse des mamans séropositives ne se développent, la situation était terrible. Personne n'a trop envie de s'en souvenir. Tout le monde le nie, y compris une partie des personnes qui l'ont vécu et qui ont intériorisé cette espèce de reniement de soi.

**Rl:** Et aujourd'hui, avec les avancées des trithérapies et l'assistance à la grossesse des femmes séropositives, tu penses que les choses ont changé?

**Reda:** Oui, par exemple, nous organisons tous les ans, le « mégacouscous des familles », qui rassemble toutes les familles qui vivent avec le VIH et évidemment, tous leurs amis et ceux qui les soutiennent; l'année dernière, plus de 300 personnes sont venues. Impensable il y a encore dix ans! Ce qui a changé, c'est ce que nous pratiquons au CFSS: sortir du reniement, de l'isolement et faire les choses pour soi-même et par soi-même, face à l'abandon de l'État par rapport à cette épidémie.

**Rl:** Mais, vous n'êtes pas la seule association, il y en a d'autres...

**Reda:** Personne ne peut représenter tout le monde. Les associations « historiques » (AIDES, Act-UP) donnaient une image segmentée du malade: instruit, réfléchi et qui prend en charge sa maladie. Très bien. Mais cela concernait une minorité de malades issus d'un certain niveau social. Si une étude de l'Inserm montre que 60 % des gays séropositifs appartiennent aux professions intermédiaires, ou sont cadres, de l'autre côté de la barrière, ou du périphérique, ce n'est pas du tout le cas. Et ça c'est une injustice de plus, par rapport à la maladie. Nous, dans notre comité, nous tenons à militer pour l'égalité des droits, y compris dans la maladie. C'est-à-dire que tout malade, quelle que soit son origine, quel que soit son parcours, soit logé à la même enseigne.

**Rl:** Aujourd'hui, comment fonctionne le Comité des familles?

**Tina:** On a inauguré un local, en juin dernier, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 71, rue Armand-Carré. Tous les auditeurs sont les bienvenus le vendredi de 14 heures à 19 heures. Ajara assure la permanence; sinon, c'est sur rendez-vous. Nous avons mis en place un calendrier des activités pour les parents, pour les enfants et mixtes. Mercredi dernier nous avons emmené les enfants au théâtre. Toutes les semaines, il y a des cours de danse hip-hop, des ateliers d'expression

par la peinture. Pour les grands, il y a des ateliers de discussion, des ateliers médicaments, nutrition, santé. Énormément de choses! Dix-huit activités différentes! Et le premier novembre on organise une première fête de l'amour, qu'on veut mensuelle par la suite. Il s'agit pour les personnes séropositives de faire la fête et pourquoi pas pour célibataires de repartir à deux. D'autant qu'à 99 %, quand une personne séropositive annonce sa séropositivité, elle a à faire face à un rejet! Mais attention: nous ne faisons pas, à la différence d'autres associations, d'accompagnements médical ou psychologique. Ce n'est pas notre vocation. Nous sommes plutôt dans une démarche de groupe, ce qui n'empêche pas d'aborder, par exemple, des sujets autour du VIH comme l'alcool, le tabac, les drogues douces, toute cette interaction entre traitements et addictions.

**Rl:** Qui paye le loyer du local?

**Reda:** L'association bénéficie d'un système de financement public avec l'aide de la CAF d'Ile-de-France, l'Institut national pour l'éducation et la prévention à la santé, le groupement régional de santé public, la DASS de Paris. Mais, seules peuvent être financées les actions. La Mairie de Paris prend à sa charge les frais du local.

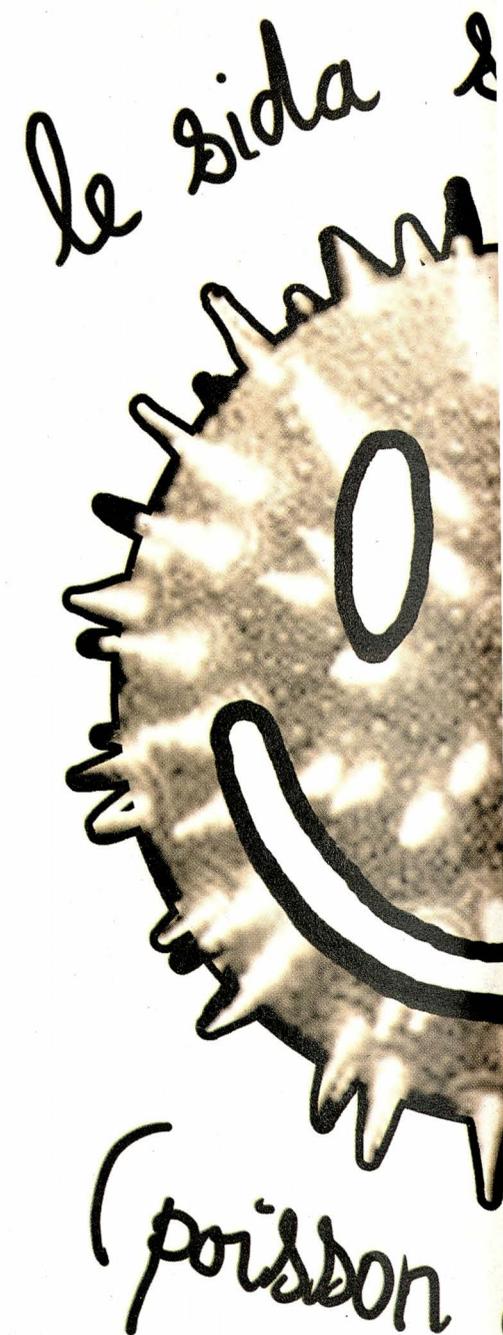
**Tina:** A la base, on avait repéré un local vide au 61, rue des Amandiers qui appartenait à un bailleur social qui louait gratuitement à une association, mais ils n'ont pas voulu de nous, quand ils ont su de quoi il s'agissait... On est habitué à ce genre de comportement. Certains refusent même encore d'embrasser un enfant séropo! Vieux réflexe contre un sida qui a véhiculé de grandes peurs.

**Rl:** On a vu ces dernières années se développer tout un courant de « charity business ». Pour parler du Sidaction, ça a commencé quand?

**Reda:** Le premier en 1994, du fait que l'État ne faisait pas ce qu'il fallait face à l'épidémie. C'était la pagaille, avec la création de l'Agence de lutte contre le sida. Une période assez compliquée, avec l'histoire du sang contaminé juste avant, dans les années 1980, qui fut un traumatisme. Puis, il y a eu ces histoires de seringues avec ces débats interminables sur « faut-il autoriser la vente en libre accès », avec des freins institutionnels absolument incroyables. On a laissé sciemment des centaines, voire des milliers de personnes se faire contaminer, alors qu'on connaissait les risques qu'ils encouraient. Donc, il y a eu une succession de choses effrayantes, jusqu'au premier Sidaction.

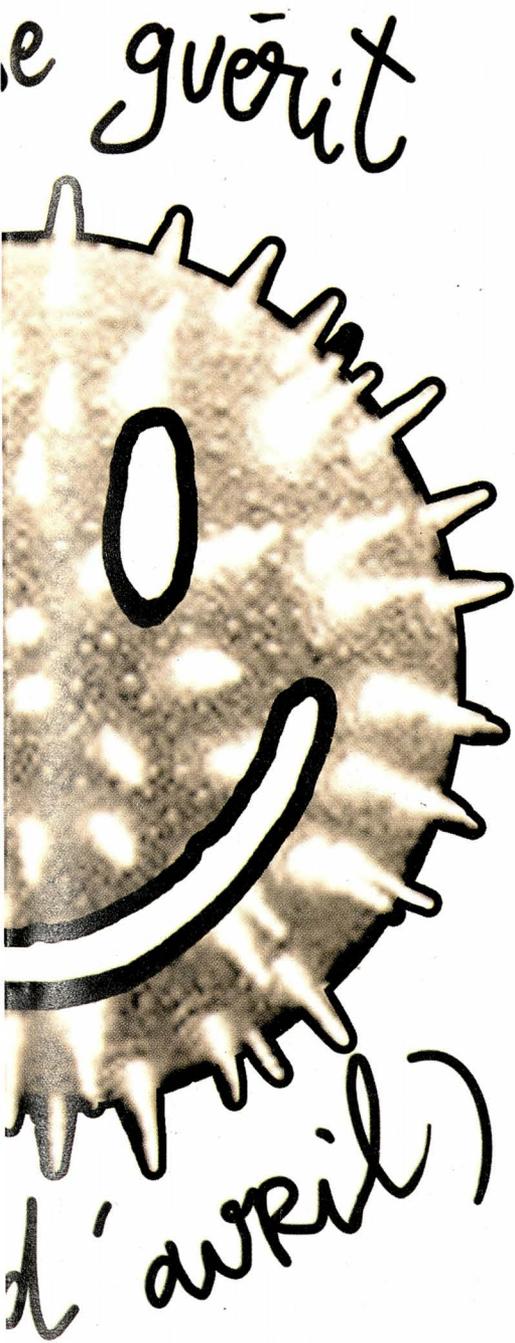
**Rl:** Quel était son objectif?

**Reda:** Le docteur Éric Chapeau et de jeunes internes de son service se sont mobilisés dès 1982, pour communiquer autour du sida, pour en finir avec les faux jugements sur les malades. Il y a passé vingt ans de sa vie, avant de prendre sa retraite en 2001. Il a milité avec une jeune femme séropositive qui s'appelait Barbara et est devenue



sa compagne. C'est surtout grâce à son témoignage que les gens ont mis la main à la poche. Par la suite, Éric Chapeau aura été amené à dénoncer les dérives de gestion et d'utilisation des fonds, à des fins plutôt « ludiques », comme des voyages d'agrément par exemple. Ça le révulse. Il dénonce. Alors, fermeture du robinet: l'association dans laquelle milite Barbara ne recevra rien du tout sur les 45 millions d'euros récoltés lors du Sidaction. En plus, elle est boycottée. Il existe d'ailleurs un bouquin sur cette histoire. Et un film, 17 Ans.

**Rl:** Pourtant, le Sidaction continue de fonctionner?



dernières éditions atteignent péniblement les 6 millions d'euros...

**RI:** Et lorsqu'on a commencé à entendre des bruits ici et là sur la mauvaise gestion des fonds, il n'y a eu aucune remise en question de ses dirigeants?

**Reda:** Le Téléthon, qui reçoit quinze fois plus de dons que le Sidaction, consacre seulement 15 % des dons reçus à son fonctionnement. Le Sidaction en consacre 37 %! En 1996, le journal *Le Monde* a publié une autocritique de Pierre Berger, alors nouveau président du Sidaction (Pierre Berger, l'ex-PDG d'Yves Saint Laurent et ex-directeur de campagne de Ségolène Royal). Il s'est contenté de déclarer à l'époque que l'événement était trop parisien et trop éloigné du public. Or, le Sidaction est une association privée, qui fait ce qu'elle veut, sans obligation de publier ses comptes. Elle est juste soumise à quelques obligations en tant qu'association reconnue d'utilité publique.

**RI:** Justement, nous voilà au cœur du sujet. Il y a quelques jours a eu lieu un procès, tu peux nous en dire plus?

**Reda:** Oui, il a eu lieu à la 17<sup>e</sup> chambre. Les débats ont duré plus de quatre heures, autour des dysfonctionnements du Sidaction. En fait, Pierre Berger à titre personnel, et l'association dont il est président, m'ont attaqué en justice parce que j'étais l'auteur d'un faux communiqué de presse que j'ai lu le 1<sup>er</sup> avril 2005, sur l'émission «Survivre au sida» sur FFP, sous forme de poisson d'avril. On entendait un faux Pierre Berger donner une conférence de presse depuis son palace de Marrakech. Mon idée était de dénoncer le fait qu'en aucun cas, notre santé ne peut relever de la charité, que c'est le rôle de l'État qui s'est désengagé sur le terrain du sida. Il n'était donc pas du tout question de suggérer que Pierre Berger s'était enrichi grâce à l'argent du Sidaction. Tout le monde sait que sa fortune s'est faite en vendant et revendant Yves Saint Laurent. Le poisson d'avril s'est transformé en procès, qui a eu lieu avec des témoins directs de l'époque. On attend le jugement qui sera rendu le vendredi 21 novembre à 13h30 à la 17<sup>e</sup> chambre. Il y a dix ans, un procès comme celui-là aurait mobilisé des masses de gens et pas seulement du côté de Sidaction. Mais, malheureusement, une partie de ceux qui auraient pu dénoncer ces dérives est morte, d'autres sont partis faire autre chose, ont pris leur retraite ou sont partis dégoûtés de la lutte contre le sida. Aujourd'hui, il ne reste plus grand-monde. Pour autant demeure le devoir par rapports aux militants, dont Rémidia, qui avaient dénoncé le Sidaction et les dirigeants associatifs de l'époque. Et il faut continuer à le faire, quelle que soit l'issue du procès.

**RI:** C'est un peu le combat du pot de terre contre le pot de fer?

**Reda:** Oui, et il s'agit de la troisième affaire du genre, après la Croix-Rouge et l'ARC. Je le répète,

nous avons un devoir de mémoire, en particulier vis-à-vis de la nouvelle génération de séropositifs qui ne connaissent pas la petite histoire de l'épidémie et encore moins ses zones d'ombre. Tous ces trucs qui ont été niés et que certains aimeraient bien garder dissimulés.

**RI:** Et on te reproche plus la forme ou le fond? Avoir dénoncé ou t'être moqué de cette association?

**Reda:** Les deux! Pierre Berger avait demandé, à travers ses avocats, des excuses. Pas forcément publiques, mais une lettre (peut-être pour l'encadrer dans son palace?) Je l'ai faite. Mais, les avocats m'ont demandé en plus de mettre en sourdine mes critiques contre l'association Sidaction, en parler un peu moins, retirer certains articles du site. En fait, la question posée lors du procès fut celle du droit de critiquer une association dévouée à une cause, qui fait preuve d'humanité, sans être un ingrat. Moi, je réponds que oui; j'assume mon ingratitude. Je souhaite un débat public sur le sujet. Le site mégalodon.net qui dénonce les requins du sida, informe de la vente des objets d'arts d'Yves Saint Laurent, qui devrait rapporter au minimum entre 300 millions, peut-être même un demi-milliard, au seul Pierre Bergé. Le Sidaction a réussi, lui, à collecter aux alentours de 130 millions d'euros en quinze ans! Et grâce à la seule générosité du public. Or, qu'apprend-on? Que la collection personnelle de son directeur a une valeur de plus du double, et qu'il va donner l'argent non pas à Sidaction, mais à une nouvelle fondation privée, qu'il va créer pour assurer un peu sa postérité. Et cela ne mériterait pas débat? La question qui a été posée dans le procès qui a eu lieu vendredi est donc de savoir si on a le droit de parler de ces sujets qui fâchent?

**RI:** Et la logique des gens qui vous accusent c'est en gros de dire: ne vous mêlez pas de la façon dont nous distribuons la charité... Le délibéré aura donc lieu le 21 novembre, à 13h30 à la 17<sup>e</sup> chambre. Vous serez les bienvenus sur Radio libertaire pour nous le raconter. En attendant, les auditeurs peuvent suivre votre émission sur FFP en direct le mardi à 17 heures et le mercredi à 11 heures, ou visiter votre site: [Survivreau sida.net](http://Survivreau sida.net).

*Propos retranscrits par Patrick Schindler*

Comité des Familles pour Survivre au Sida (CFSS): Le but de l'association est de faire se rencontrer et d'informer les mamans et futures mamans séropositives. Ils animent également une émission sur Fréquence Paris Plurielle (106.30), une des dernières radios associatives de la région parisienne avec Radio Aligre et Radio libertaire.

« La santé dans tous ses états » est une émission qui aborde les problèmes de la santé selon ses aspects sociaux, chaque 3e lundi du mois de 18 heures à 19h30 sur Radio libertaire.

# Ná géill slí, Shell to sea

## Pas de reddition, Shell à la mer

DEPUIS QUE LES COURS des ressources énergétiques fossiles ne cessent de flamber, la recherche de nouveaux gisements est devenue la priorité des multinationales qui contrôlent ce secteur économique. Et cela à n'importe quel prix.

C'est ce qui se passe actuellement à l'ouest de l'Irlande, dans le comté de Mayo, avec le gisement gazier de Corrib. Ce gisement important a été attribué en 2002 à Shell et l'entreprise norvégienne Statoil. Le consortium pensait alors pouvoir faire tranquillement ces travaux, à savoir la construction d'un pipeline et d'une raffinerie dans la baie de Broadhaven, pour commencer l'exploitation du gisement en 2005.

Mais c'était sans compter sur la mobilisation des habitants locaux, qui ont refusé de voir leur cadre de vie saccagé et qui se sont opposés au passage des travaux de construction du pipeline sur leurs terres. Cette mobilisation a débouché sur la création d'une structure de lutte unitaire à l'échelle de toute l'Irlande, Shell to sea, qui réunit de nombreuses organisations syndicales et politiques, dont les militants libertaires et anarcho-syndicalistes de Workers Solidarity Movement et d'Organise. Shell to sea mène une résistance active et non-violente au projet de Shell, en appuyant ses critiques sur trois points.

Tout d'abord, le projet de Shell est un désastre écologique, car il consiste à construire d'énormes infrastructures industrielles en plein milieu d'une zone naturelle classée, qui est aussi une zone marécageuse instable, ce qui fait courir un risque réel d'accident industriel dans le futur.

Ensuite, la construction du pipeline va totalement bouleverser la vie des communautés locales d'Erris et de Rosspport, qui sont de petites communautés d'agriculteurs et de pêcheurs, dont une partie des terres doit être confisquée.

Enfin, la « République d'Irlande »<sup>1</sup> fidèle à sa ligne ultralibérale qui consiste à attirer des investisseurs étrangers grâce à une fiscalité avantageuse, a diminué son taux d'impôts sur les sociétés pétrolières et gazières de 50 à 25 % et supprimé les royalties, tout en leur accordant en plus la possibilité de déduire 100 % de leurs coûts du montant de leurs impôts. Tout est fait pour permettre aux multinationales de faire encore plus de profits, tandis que les citoyens irlandais ne profiteront pas de l'exploitation de leurs ressources naturelles.

Face à cela, Shell to sea propose d'abord l'abandon des travaux dans la baie de Broadhaven, au profit d'une exploitation du gaz en mer, comme cela se fait ailleurs en Irlande. Ensuite, Shell to sea réclame que les ressources énergétiques irlandaises soient gérées par le peuple irlandais et au service du peuple irlandais. Même si tous les membres de Shell to sea et les organisations qui soutiennent cette lutte ne sont pas forcément d'accord sur ce que doit signifier cette revendication, beaucoup défendent la collectivisation ou la nationalisation de l'exploitation du gaz irlandais, rompant ainsi clairement avec la logique capitaliste sur ce point.

Pour obtenir la satisfaction de ces revendications, Shell to sea mène depuis quatre ans une intense lutte, aussi bien localement que nationalement, que ce soit en organisant un campement permanent sur place, en multipliant les manifestations et les débats, en bloquant le chantier de construction ou en organisant des piquets devant les stations service de Shell, pour toucher celle-ci au niveau des finances.

Mais cette lutte a pris au début du mois de septembre un tour plus dramatique. En effet, Shell, avec l'appui du gouvernement des 26 comtés qui réunit le parti de centre-droit Fianna Fail et les Verts<sup>2</sup>, a lancé la pose effective du pipeline. Cela a entraîné une accélération de la mobilisation de Shell to sea qui multiplie les actions, et même une grève de la faim de la part d'une enseignante de la communauté d'Erris. La lutte se trouve donc à un tournant. Soit elle parvient à bloquer les travaux et peut espérer gagner sur la localisation de l'exploitation du gaz, soit il sera beaucoup plus dur de vaincre Shell.

C'est donc maintenant que notre solidarité et notre soutien sont importants. Car, ne nous y trompons pas, cette lutte est aussi la nôtre. Elle pose la question du refus du saccage de la planète par le capitalisme, elle pose la question de la propriété et de la gestion des ressources naturelles, elle pose la question du droit des communautés locales à décider



démocratiquement de leur avenir. Et cela alors que le peuple irlandais des 26 comtés vient de rejeter par référendum au mois de juin le traité européen libéral de Lisbonne. Vote dans lequel ce qui se passe dans le comté de Mayo a bien sûr eu un fort impact. Shell to sea a d'ailleurs très bien compris cet enjeu international, puisqu'elle a créé des liens avec les victimes de Shell au Nigeria<sup>3</sup> ou ailleurs.

C'est pourquoi nous devons construire un soutien à cette lutte. Car si la devise de la milice ouvrière de l'Irish Citizen Army<sup>4</sup>, « la terre, la mer et l'air d'Irlande au peuple d'Irlande », est plus que jamais d'actualité, le problème se pose aussi à l'échelle mondiale. Puisque l'exploitation capitaliste est internationale, il faut que la résistance le soit aussi.

Liam Behan.

Solidarité Irlande Paris : [solidarite.irlande@live.fr](mailto:solidarite.irlande@live.fr)

1. En réalité, l'Etat libre des 26 comtés, car les six comtés irlandais du nord-est sont encore occupés par l'impérialisme britannique.

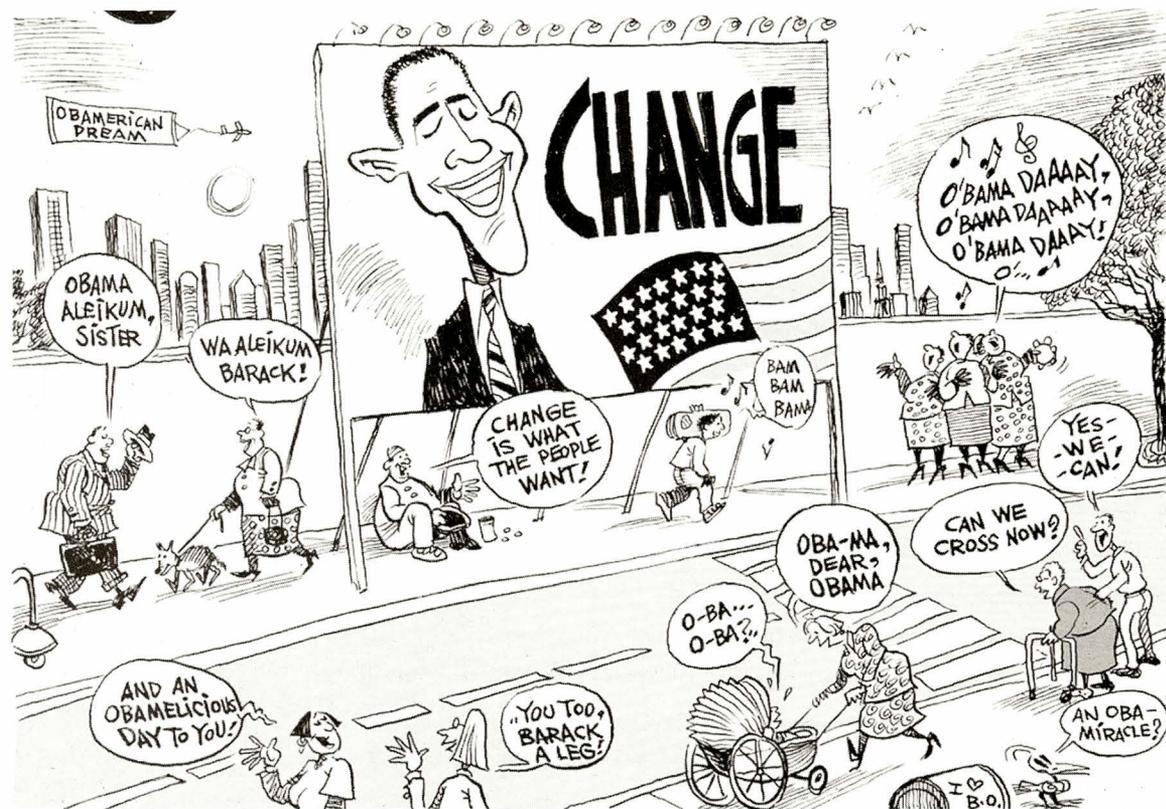
2. Comme quoi, les Verts irlandais sont tout autant capables que les Verts français d'oublier leurs promesses écologiques lorsqu'ils arrivent au pouvoir.

3. On se souvient de la pendaison par l'Etat nigérian en 1995 de neuf activistes, dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa, qui s'opposaient au pillage par Shell du delta du Niger.

4. L'ICA fut fondée en octobre 1913, lors de la grève générale de Dublin, par les syndicalistes révolutionnaires Jim Larkin et James Connolly pour protéger les grévistes. Elle prendra ensuite part à l'insurrection indépendantiste de Pâques 1916.

# Barak Obama

Par-delà l'euphorie



**Normand Baillargeon**

TOUT LE MONDE a pu constater qu'une véritable « obamamanie » déferle sur le monde depuis l'élection de Barak Hussein Obama au poste de 44<sup>e</sup> président des États-Unis.

On peut dans une certaine mesure comprendre la grande euphorie dans laquelle cette victoire a été accueillie dans divers milieux.

Elle trouve sa source à la fois dans les immenses espoirs suscités par la campagne menée par ce charismatique orateur; dans le fort taux de participation à l'élection, en particulier au sein des communautés autres que blanches et parmi les jeunes; dans le soupir de soulagement lancé par tous ceux qui redoutaient l'élection du sordide candidat républicain et de sa délirante colistière, tous deux d'une ignorance et d'une imbécillité à faire frémir; du bonheur, enfin, pour tous les progressistes, de voir un Afro-Américain porté aux « plus hautes fonctions » (si on peut dire) – et cela quarante ans seulement après les combats menés dans le cadre du mouvement pour les droits civiques.

« C'est un moment historique », ont aussitôt décrété de nombreux observateurs, pendant que de son côté le documentariste Michael Moore avouait, comme d'innombrables autres progressistes, avoir pleuré de joie à l'annonce de cette victoire.

Cette belle unanimité est néanmoins bien suspecte et par-delà la vive émotion et le réel bonheur qu'on ressent inévitablement devant l'élection d'un membre d'une minorité qui a

si longtemps été outrageusement discriminée, humiliée et brimée, la question se pose: que peut-on raisonnablement attendre de la présidence d'Obama?

Il est crucial pour tout le monde de répondre à cette question froidement et sans s'illusionner.

Mon avis est que de nombreux facteurs invitent à très fortement tempérer – pour ne pas dire plus – les espoirs que d'aucuns mettent dans le nouveau président.

Je voudrais ici exposer certains de ces facteurs qui me paraissent le plus significatifs. Je les présenterai sous deux rubriques, selon qu'ils concernent le processus électoral américain lui-même ou plus spécifiquement le contenu de la campagne menée par Obama ainsi que les premiers gestes qu'il a posés après son élection.

Après quoi, je suggérerai quelques principes et orientations dont j'estime qu'elles devraient guider l'action des forces progressistes aux États-Unis et ailleurs durant l'ère Obama, si du moins elles veulent faire mentir mes sombres prédictions – je l'avoue sans ambages: je serais enchanté que cela se produise.

## Le mirage électoraliste

Rappelons d'abord aux Obamaphiles que si Obama a été élu, il n'en demeure pas moins que près de la moitié des votards (46 %) ont choisi le tandem McCain-Palin.

De plus, et surtout, Obama a non seulement été élu, ce qui est déjà problématique, mais il l'a été par un système électoral qui a été spécifiquement conçu, comme le disait déjà James Madison, un des Pères fondateurs du pays, « afin de protéger la riche minorité de la majorité ». Il est crucial de s'en souvenir.

C'est ainsi que les élections américaines proposent essentiellement aux gens de choisir entre deux partis qui représentent deux interprétations largement similaires des intérêts des institutions économiques dominantes. Certes, des différences existent et il arrive qu'elles fassent une différence. Mais pour l'essentiel, on retrouve bien cette large uniformité de points de vue, de valeurs et de préoccupations.

Ceux-ci étant par définition très éloignés des points de vue, valeurs et préoccupations de l'immense majorité de la population, ces derniers sont dès lors ignorés ou marginalisés durant le processus électoral, les élections américaines devenant donc, dans une très substantielle mesure, des opérations de relations publiques, s'efforçant de garder à la marge le public tout en lui faisant croire que ce qui est discuté est néanmoins important et le concerne. Ce n'est pas une mince tâche.

En bout de piste, les candidats sont vendus et présentés selon les mêmes techniques et procédés qui servent à vendre du savon à lessive.

Obama a-t-il changé tout cela? Si on regarde par-delà l'habile rhéteur et le

formatage auquel on l'a soumis, rien ne permet de penser qu'il a échappé aux effets déterminants qu'imposent les conditions structurelles d'une campagne électorale aux États-Unis. Pour s'en convaincre, on peut examiner la campagne qu'il a menée et les gestes qu'il a posés depuis qu'elle s'est terminée.

### L'écran à fantasmes

Noam Chomsky a décrit la campagne d'Obama comme une « blank slate », c'est-à-dire comme un tableau vierge sur lequel chacun a été invité à écrire ce qu'il voulait.

C'est ainsi que des mots pouvant recouvrir à peu près tout ce qu'on voudra ont été ainsi lancés (par exemple: « espoir », « changement », « on le peut ») par lesquels, puisque ce pouvait être n'importe quoi, chacun a entendu ce qu'il voulait bien y entendre. La campagne d'Obama, – certes pas entièrement mais dans une substantielle mesure surtout pour des enjeux cruciaux et polémiques en matière de politique étrangère et intérieure – a ainsi consisté à présenter une sorte d'« écran à fantasmes » sur lequel chacun a pu projeter ce qu'il a voulu.

Il est d'ailleurs frappant de constater combien sont diverses et parfois diamétralement opposées les interprétations de ce qu'il a défendu ou soutenu et des politiques qu'il disait entendre suivre s'il était élu.

Certains ont vu en lui le président qui assurera la continuité des politiques unilatéralistes, tandis que des progressistes ont vu un beau risque; des pacifistes le voient comme la chance de terminer la guerre en Irak, mais des faucons comme celle de continuer celle en Afghanistan; on lui a attribué l'ambition de mettre fin aux pires excès du réjectionnisme de la politique américaine envers Israël, mais aussi celle de n'y rien changer; on a vu en lui ici le nouveau Kennedy, là le nouveau Bush première version, ailleurs encore le nouveau Reagan.

En attendant que la *realpolitik* ne tranche, ce qui ne saurait tarder, des faits têtus persistent.

C'est ainsi que les États-Unis ne sont pas soudainement entrés dans une phase post-raciste et que l'arrivée d'un couple Noir à la Maison-Blanche ne change pas le fait que les Noirs sont toujours sous-représentés dans tous les postes décisionnels et qu'ils forment toujours une part disproportionnée de la population carcérale – un homme Noir sur neuf, entre 20 et 34 ans est en prison aux États-Unis – où avec quelque 2320000 prisonniers, c'est près de 1 % de la population qui est incarcérée.

C'est encore ainsi que les États-Unis ne sont pas soudainement entrés dans une phase plus démocratique de leur histoire et que le gouvernement reste encore « cette ombre projetée sur la société par les grandes corporations » dont parlait John Dewey. Le caractère profondément antidémocratique fut une fois de plus mis en évidence dans le récent renflouement à hauteur de 700 milliards de

dollars des banques et autres institutions financières: massivement rejetées par l'immense majorité de la population, les mesures préconisées ont néanmoins été mises en place.

C'est à des réalités comme celles-là que les promesses d'Obama doivent être rapportées. Considérez par exemple ce modeste projet qu'il a annoncé et qui permettrait d'assurer une couverture santé à des millions d'Américains qui en sont privés: ce projet est loin d'être mis en marche et plus encore d'être implanté. Mais on peut être certain que la « grande ombre » des corporations pharmaceutiques et des compagnies d'assurances (avec d'autres) vont exercer d'énormes pressions pour qu'il n'aboutisse pas.

De même, la fin de la guerre en Afghanistan n'est absolument pas une chose acquise, bien au contraire, et Obama a même parlé d'augmenter le nombre de soldats qui y sont déployés. Quant à la promesse du retrait des troupes américaines d'Irak à l'été 2010, absolument rien ne garantit qu'elle sera tenue.

Ce n'est qu'en janvier qu'Obama annoncera la composition (définitive) de son équipe et les grandes orientations de sa politique.



Mais ce qu'on en devine déjà n'est guère encourageant.

Au moment où j'écris ces lignes, on annonce la nomination de Rahm Emanuel comme secrétaire général de la Maison-Blanche: le choix pour ce poste crucial de cet ex-conseiller politique de Bill Clinton n'annonce rien de bon. Emanuel est en effet un néolibéral bon teint qui a joué un rôle crucial dans l'imposition de l'accord de libre échange nord-américain (Aléna) aux environnementalistes et aux syndicats, un partisan de la « guerre au terrorisme » et de la présence américaine en Afghanistan: bref, un faucon doublé d'un ardent défenseur de l'hégémonie des corporations.

De même pour les autres personnes dont il s'entoure déjà: le président élu vient ainsi de se présenter à sa première conférence de presse avec une équipe de conseillers économiques qu'aucun de ses prédécesseurs n'aurait reniée – on n'y trouve d'ailleurs personne qui soit issu du monde du travail. Parmi elles, Paul Volcker, qui pourrait être appelé à jouer un rôle significatif, peut-être même celui de Treasury Secretary: incarnation des pires excès néolibéraux, si on peut se permettre ce

pléonasme, il a été un des personnages-clés de l'administration Reagan et on lui doit notamment la croissance démente des taux d'intérêts durant les années 1980.

Au poste de secrétaire à la Défense, le nom de Richard Holbrooke circule, dont on se souviendra comme la personne qui, sous l'administration Carter, a autorisé l'envoi d'armes à l'Indonésie pour lui permettre de continuer l'Occupation du Timor-Oriental qui avait fait 200 000 victimes. Circule aussi celui de Madeleine Albright, celle-là même qui affirmait en 2001 que la mort d'un demi-million d'enfants en Irak, suite aux sanctions imposées par les États-Unis, est quelque chose qui « valait le coût ».

À la Défense, la rumeur place en ce moment Robert Gates: cette fois encore, ce sera « business as usual ».

Que va-t-il arriver en janvier et février prochains? La question reste ouverte. De son côté, Michael Albert, de *Z Magazine*, s'est risqué à une prédiction: « Je soupçonne, écrivait-il, qu'hélas, dès la première semaine de son entrée en fonction – littéralement: dès la première semaine – les choix de collaborateurs et de personnel que fera Obama vont très clairement montrer que sans un militantisme massif contraignant à des actions différentes, le changement ne sera que superficiel ».

Des événements récents comme ceux que j'ai rapportés lui donnent pour l'instant raison. Mais c'est la condition qu'Albert introduit dans sa prédiction qui me semble capitale: « sans un militantisme massif contraignant à des actions différentes ».

### Au-delà des élections

L'histoire nous a inlassablement appris que le pouvoir n'a jamais rien cédé et ne cédera jamais rien si ce n'est par la force.

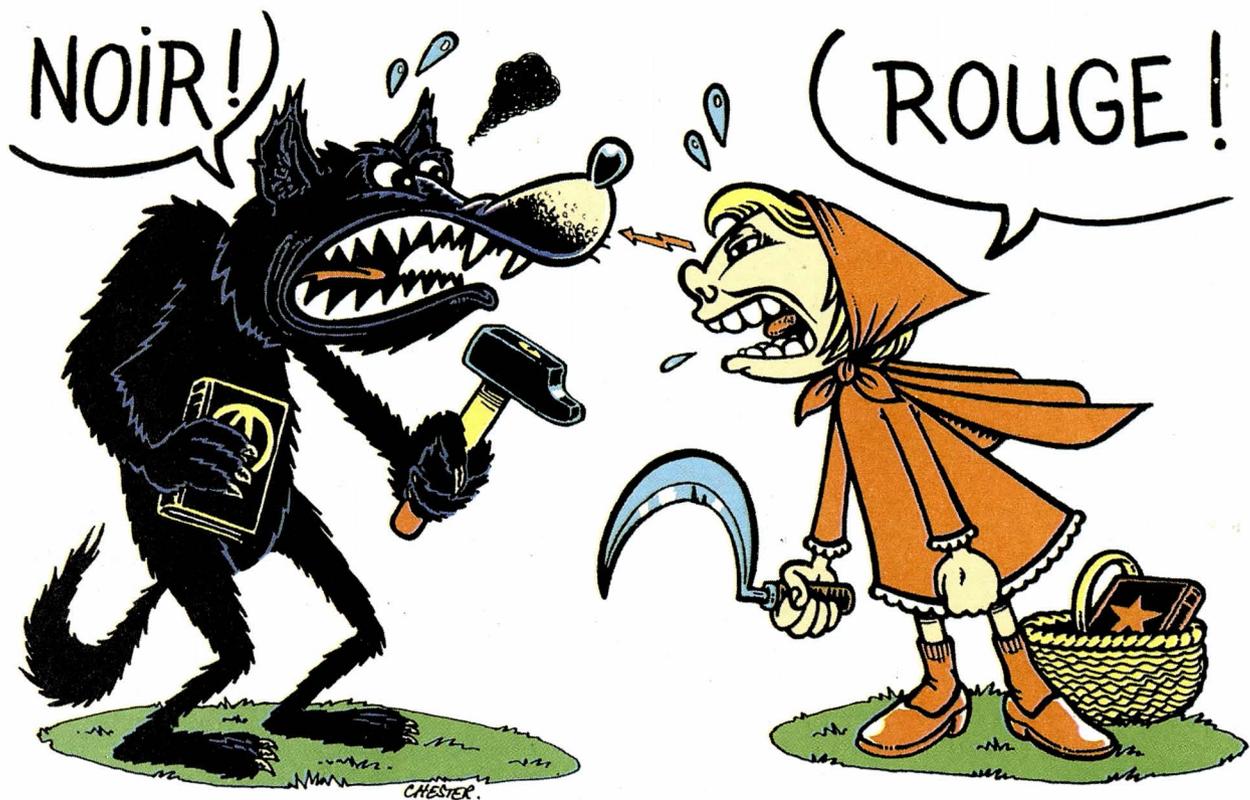
Cette fois encore, il ne cédera rien sans elle et l'ère Obama sera donc, dans une substantielle mesure, ce que par leur action sur le terrain les militantes et les militants en feront. Les pressions qu'ils et elles exerceront pourront seules faire en sorte qu'Obama, comme n'importe quel autre élu aux États-Unis ou ailleurs, tienne les promesses faites au peuple plutôt que celles faites aux corporations, aux élites et à tous ceux qu'Adam Smith appelait déjà « les maîtres ».

Dans les cruciales semaines à venir il va donc s'agir, pour les progressistes américains, pour les pacifistes, pour les activistes mobilisés contre les guerres en cours, pour les syndicats et les mouvements liés au monde du travail et aux regroupements communautaires, de maintenir vivante et même d'accroître la mobilisation populaire qui a fait élire Obama et de rappeler, surtout à tous ceux-là pour qui voter est l'aboutissement de leur engagement politique, qu'avec cette élection, les combats, loin de se terminer, commencent. Réussiront-ils?

Je l'ignore. Mais entre pessimisme de la raison et optimisme de la volonté, je le souhaite ardemment.

N. B

# L'espace politique de l'anarchie



**Le** DERNIER OUVRAGE d'Eduardo Colombo, militant libertaire de longue date (Fora, CNT), est un recueil d'essais qui s'efforcent à définir un espace politique non hiérarchique, « organisé par et pour l'autonomie » des sujets individuels et collectifs. Il propose une réflexion sur les formes institutionnelles d'une future société anarchiste, sans négliger, dans une série parallèle d'essais, l'analyse des principes contraires sur lesquels repose l'État, expropriateur (et appropriateur) du pouvoir politique.

**Jean-Franklin Narodetzki**

Malgré ses dimensions réduites (186 pages), on trouvera dans ce livre une investigation approfondie, à la fois historique et anthropologique, relative à ces deux « espaces » antagoniques et à leurs fondements.

L'auteur nous conduit ainsi de la Grèce antique jusqu'à l'époque contemporaine, en passant par le Moyen Âge, la Renaissance et le siècle des Lumières, scrutant les prémices de la pensée libertaire, retraçant la genèse de la forme État, et démontant pas à pas les arguments des idéologues du pouvoir séparé ou les postulats de la pensée hiérarchique.

Les sophistes qui contestent, au sein de la démocratie athénienne des maîtres, le caractère « naturel » de la loi; la critique de la *Servitude volontaire* par Étienne La Boétie; la rupture que le siècle des Lumières a provoquée dans l'imaginaire politique (le monde n'est plus déterminé par une puissance transcendante, la religion ne fonde plus le monde), l'action des sans-culottes, des Enragés, des hébertistes, tous « niveleurs » et « anarchistes » dénoncés par Danton comme par les Girondins, et finalement éliminés de la scène révolutionnaire par la répression – c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle que la critique anarchiste de l'État fait ses premiers pas – sont quelques-uns de ces précurseurs de l'espace politique libertaire dont Colombo nous parle.

Cet espace est évidemment plébéien, et il implique que le social et le politique n'y soient pas séparés comme dans la démocratie représentative (où le peuple n'est un corps politique qu'au moment du vote); il implique aussi que l'égalité de fait soit garantie par une « visibilité » politique, c'est-à-dire une scène publique où la démocratie directe est mise en

œuvre, la délégation y étant limitée par le mandat impératif – et la révocabilité permanente des délégués, ajouterai-je.

Un tel espace, qui rompt avec l'hétéronomie propre à la société hiérarchisée, ne saurait s'instaurer que dans le sillage de l'insurrection, qui inaugure et contient, aussi longtemps qu'elle dure, une temporalité spécifique, laquelle est antagonique de ce que Walter Benjamin appelait le « temps vide et homogène » du Progrès. « Quand la révolution arrive, écrit Colombo, [...] le présent novateur s'introduit, on pourrait dire, par effraction, et le passé et le futur signifient autrement, prennent un sens inédit ». Cette temporalité spécifique est celle de l'instant, mais on peut encore dire que la révolution « engloutit le temps », ce qui correspond à la description que Michelet donnait de la Révolution française: la génération qui la fit, écrivait-il, « tomba dans un moment unique, où s'accumulèrent des siècles; chose terrible, qui ne s'est vue jamais: plus de succession, plus de transition, plus de durée, plus d'années, plus d'heures ni de jours, le temps supprimé ». Ceux qui ont vécu Mai 68 peuvent témoigner d'un phénomène similaire, si j'en crois mon expérience.

Le second axe de ce livre est l'analyse de la constitution du pouvoir au niveau des significations, ou, en d'autres termes, l'examen de la façon dont la domination se constitue avec l'institution de la relation de commandement/obéissance, et ce sur quoi (institutions et productions imaginaires) elle s'appuie pour se reproduire. La domination n'est pas une donnée de la nature humaine – ça, c'est le postulat central des tenants de la hiérarchie sociale – mais une construction sociale et historique qui reproduit les effets du pouvoir de fait d'une minorité, inscrivant toute relation humaine à l'intérieur de la dialectique du maître et de l'esclave. Ce qu'elle ne pourrait faire sans recourir à un système symbolique d'autolégitimation, grâce auquel elle se maintient, et où l'État est une construction qui explique et justifie le fait du pouvoir politique.

Défaire ce montage idéologique requiert notamment que l'on réfute la thèse de l'origine paternelle du pouvoir social, selon laquelle l'organisation de la société résulte de celle de la famille, thèse déjà critiquée par Rousseau: « Au lieu de dire que la société civile dérive du pouvoir paternel, il fallait dire au contraire que c'est d'elle que ce pouvoir tire sa principale force » (Sur l'origine de l'inégalité). Mais Colombo ne se prive pas de critiquer Rousseau, inventeur de la « volonté générale », et son « contrat social », comme fiction qui justifie le « devoir d'obéissance », fiction dont la formation, au demeurant, précède de peu la période de la Révolution française, où culmine la formation de l'État. Cette formation est en effet achevée, écrit-il, lorsque le système symbolique de légitimation du pouvoir étatique a réussi à capter une part importante des anciennes loyautés – tribales,

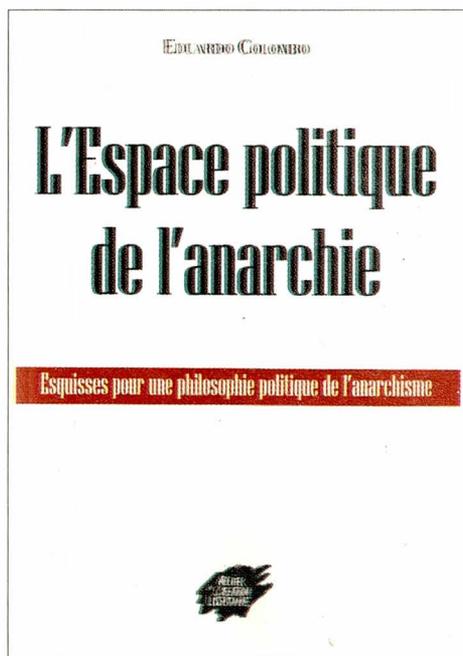
claniques, familiales, villageoises – à son profit. L'État moderne peut dès lors acquérir « la capacité de se faire reconnaître sans avoir besoin de faire appel à la force en acte ou à la menace de la force », et, précisément parce qu'il est reconnu, peut imposer à l'espace social entier le modèle de la relation de commandement/obéissance. Il confisque donc du même coup, sans susciter d'opposition massive, « la capacité du collectif humain de créer ses propres règles ». Ainsi parvient-il, pour reprendre les mots de La Boétie, « à nous faire avaler, sans répugnance, l'amer venin de la servitude ».

Ce précieux recueil, qui traite des fondements de l'espace politique de l'anarchie en même temps que des fondements de la domination, contient enfin une réflexion critique sur la notion de loi, tant dans son acception politique ordinaire que dans l'usage anthropologique qu'en ont fait les idéologues du structuralisme, entérinant au passage la domination des femmes comme objet d'échange.

Qu'on me permette cependant de signaler un point de désaccord, qu'on peut considérer comme mineur, encore qu'il touche à une question que je crois essentielle. Écrire, comme le fait Eduardo Colombo, que « le mouvement anarchiste, acculé par la répression, n'a pas eu le loisir suffisant de réfléchir en profondeur et contradictoirement sur les formes institutionnelles d'une future "société anarchiste" », c'est faire bon marché des effets de l'a-théorisme délibéré et de l'anti-intellectualisme rigide qui persiste à régner dans une large partie de ce mouvement, et à l'encontre desquels – du moins est-ce ainsi que je le comprends – cet ouvrage s'inscrit justement.

J.-F. N.

Eduardo Colombo, *L'Espace politique de l'anarchie*, Atelier de création libertaire, 2008, 186 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



# Chomsky et Cie

de Daniel Mermet et d'Olivier Ozam

**EN 2007**, L'ÉQUIPE du journaliste de radio Daniel Mermet réalise une série d'émissions consacrées à l'intellectuel américain Noam Chomsky, et diffusées dans le cadre de ses rendez-vous quotidiens à *Là-bas si j'y suis* sur la radio publique France Inter. Ce fut déjà un grand plaisir. Mais il y a mieux. Le 26 novembre 2008 sort sur les écrans de cinéma un film de deux heures intitulé *Chomsky et Cie*.

Ce documentaire suit l'équipe de Daniel Mermet et d'Olivier Azam allant à la rencontre de cet homme de 80 ans, esprit lucide s'il en est qui discours sur la nature du régime politique américain et sur sa politique internationale, sur la fonction propagandiste des médias, et sur la lente mais inexorable évolution de l'humanité vers l'émancipation.

Ceux qui ont eu l'occasion d'écouter les émissions de France Inter en mai 2007 ne trouveront pas ici de redondance. Le film est construit à partir de l'entretien avec le linguiste de Boston, bien sûr, mais aussi sur les entretiens avec deux de ses disciples bien connus que sont Jean Bricmont et Normand Baillargeon<sup>1</sup>. Ces derniers apportent des éclairages supplémentaires, croisés, sur la personnalité de Chomsky, dont les travaux ont nourri leurs propres réflexions, l'un sur les médias, l'autre sur la guerre, notamment.

Ainsi, d'après Jean Bricmont, dans la droite lignée de *La Fabrique du consentement*, pour les « journalistes libres » dans les sociétés « démocratiques », il importe d'entretenir l'illusion que le pouvoir est bon; il faut donc le présenter comme tel. Mais le sens commun cartésien contrevient à l'idée que tous les esprits se soumettent, à preuve le non au référendum sur la Constitution européenne en France, contre une presse faisant campagne pour le oui. Pour Normand Baillargeon, le

langage est adapté à des fins propagandistes par les firmes privées, dont les intérêts convergent avec les États. Pour Chomsky, l'État ne contrôle pas le capitalisme, mais il y a collusion d'intérêts économiques.

Le film constitue à la fois une vulgarisation et une défense de l'homme et de son œuvre. Il nous permet de parcourir quelques idées fortes appuyées par la mise en image afin de mieux resituer dans l'histoire le contexte des événements: le Timor-Oriental, le mouvement pacifiste aux États-Unis passé et présent, la guerre américaine en Amérique du Sud et centrale, et aujourd'hui en Irak...

Daniel Mermet tient à revenir sur l'ancienne et sinistre polémique autour de l'affaire Faurisson. Cette évocation permet d'examiner les notions fondamentales de la liberté d'expression, dont les fondements et les limitations connaissent décidément des différences essentielles selon les traditions philosophiques et politiques. Avec le recul, on s'aperçoit aussi de la prégnance – moins forte aujourd'hui, quoique – du marxisme chez les philosophes et idéologues français des années 1960 et 1970 entre autres dont Albert Camus fit aussi les frais.

Impossible de terminer cette invitation à aller voir le film *Chomsky et Cie*<sup>2</sup> sans revenir sur les références politiques de Chomsky; interrogé par le journaliste de radio (casque sur la tête et micro à la main), il se réclame d'un « socialisme industriel »; Jean Bricmont



évoque les influences de Rudolf Rocker et Diego Abad de Santillan, notamment. Reste que les prises de position du linguiste vont agacer plus d'un lecteur du *Monde libertaire*... Si Chomsky se revendique de la grande tradition française des Lumières, nous pouvons incontestablement le rattacher aussi à la filiation libertaire dans son acception la plus large. La pensée de Noam Chomsky est un réservoir considérable pour notre combat, et pour nos discussions. À condition de prendre le temps de la connaissance de l'œuvre produite et dont ce film nous présente un aspect abordable pour le plus grand nombre, sans simplification outrancière qui pourrait frustrer ou déformer une pensée forte et originale.

Daniel

Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste

1. Dont les ouvrages sont en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

2. Pour voir les dates et lieux des projections du film: [lesmutins.org/chomskyetcompagnie](http://lesmutins.org/chomskyetcompagnie)

# Pour une anthropologie anarchiste

**NE VOUS FIEZ PAS AU TITRE** du livre de David Graeber est un livre très riche, mais très simple. Si simple, que ce serait peut-être le premier livre que je recommanderais à qui voudrait comprendre l'anarchisme. Et à qui veut comprendre pourquoi une science sociale par nature contestataire possède si peu d'anarchistes en son sein. Bien sûr, l'université est trop hiérarchisée pour encourager beaucoup d'anarchistes à y faire leur nid.

Parmi les jolies choses qui abondent dans ce livre, Graeber note que si les clans marxistes sont nommés d'après des maîtres à penser, à commencer par le fondateur Marx, les léninistes, les trotskystes, les maoïstes, les althusériens, etc., les groupes anarchistes sont eux nommés d'après des pratiques, les anarcho-syndicalistes, les anarcho-communistes, les plate-formistes, etc. À cela, il y a une: l'anarchisme est une éthique à traduire en pratiques révolutionnaires multiples, le marxisme est une théorie qui vise à une stratégie globale. Le marxisme veut être une analyse unique, l'anarchisme « se préoccupe de l'élaboration de plans que tous considèrent acceptables et qui ne violeront les principes de personne. [...] Une série de perspectives diverses, unies par un désir partagé de comprendre la condition humaine et de la faire avancer dans la direction d'une plus grande liberté. Plutôt que de reposer sur le besoin de prouver que les assumptions fondamentales des autres sont erronées, cette approche cherche à faire émerger des projets spécifiques qui se renforcent mutuellement ». Nous jouons si souvent au petit jeu de la définition de l'anarchisme: celle-ci a bien du charme!

Mais le titre parle d'anthropologie. La méfiance anarchiste contre l'anthropologie est aussi ancienne qu'injustifiée. Oui, bien sûr, Jacques Soustelle... la collaboration de certains anthropologues à la domination coloniale... les incursions anthropologiques des zoologues ou des paléontologues à la Konrad Lorenz, Richard Ardrey et autres suspects inspectant les espèces animales pour y trouver de quoi jurer que le mot vice est synonyme d'instinct et que l'instinct est chose indéracinable. Les sympathisants (de l'anthropologie parmi les anarchistes) citent alors le Guru Suprême, Pierre Clastres. Homme utile s'il en fut, le premier à signaler en un livre ce qu'anthropologues et ethnologues savaient déjà; la planète regorge de sociétés sans le moindre État. La naïveté de Clastres lui fit oublier de signaler

l'évidence. Ces sociétés oppriment les femmes et les jeunes. Parfois avec férocité. Graeber relance le débat avec astuce; l'une des raisons pour lesquelles ces sociétés demeureraient non-étatiques n'est pas un « retard », mais au contraire la conscience chez les hommes, chez les dominants donc, de la violence de la domination. Puisqu'ils l'exercent à l'encontre des femmes et des jeunes! Et, comme les citoyens d'Athènes à qui l'usage de l'esclavage rappelait la douceur de la liberté, ceci leur permet de cultiver une saine répulsion envers le pouvoir d'un des leurs.

L'ouvrage ne comporte hélas ni notes ni biographie quant aux Piaroa de l'Orénoque étudiés par Joanna Overing, aux Tiv étudiés par Paul Bohannon, aux Bororo, Baining, Onodonga, Wintu, Ema, Tallensi, aux Vezo et aux Tsimihety de Madagascar étudiés par Graeber lui-même. Sa théorie de « l'exode révolutionnaire » fascinera. Il la tire du fait que les sociétés dites primitives sont constamment en état de flux, de scission, de sécession, de recomposition, ce qui permet un haut degré d'expérimentation sociale. Il cite l'exemple des « cultures Hopewell et mississippiennes [...], sociétés apparemment dominées par des élites de prêtres, de structures sociales fondées sur les castes et les sacrifices humains. Elles ont mystérieusement disparu et ont été remplacées par des sociétés de chasseurs-cueilleurs ou des sociétés horticoles beaucoup plus égalitaires. Chose intéressante, Peter Lamborn Wilson avance que la célèbre identification des peuples autochtones de l'Amérique du Nord avec la nature n'était peut-être pas tant une réaction aux valeurs européennes qu'à une possibilité dialectique existant au sein de leurs propres sociétés et qu'ils avaient fuie assez consciemment. ».

Le livre continue avec une description savoureuse de l'art de rendre les matraques inutiles, et se termine sur une explication claire et simple de la nécessité (comprise par les Christianites, qui tiennent depuis 35 ans) de prendre les discussions collectives par consensus et non par vote.

**Nestor Potkine**

*Qui espère que les cannibales n'iront pas le chercher dans son blog, bien caché sur le site de Divergences.*

Pour une anthropologie anarchiste, éditions Lux, 15,20 euros.



**Aurélien**  
présente  
144 pages  
de BD  
humour noir  
fantastique  
caustique !  
**15€**

**PETITS CONTES CRUELS  
POUR GRANDS ENFANTS  
PAS SAGES**

disponible sur :  
[www.lespresseslitteraires.com](http://www.lespresseslitteraires.com)

## Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout, et tout :

[www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

[www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

## La Fédération anarchiste à Rennes

Ils ont un local, « La Commune » ; une adresse 17, rue de Châteaudun à Rennes ; un téléphone/répondeur, 02 99 67 92 87 ; une adresse électronique, [contact@farennnes.org](mailto:contact@farennnes.org) ; et un site, [farennnes.org](http://farennnes.org). Ils tiennent permanence les mercredis et samedis de 14 à 18 heures. Expositions, bulletins, tracts, affiches, table de presse, médiathèque. Ils et elles vendent *Le Monde libertaire* le samedi de 11 à 13 heures au marché des Lices (en haut de la place des Lices, près de l'horloge).

# Le Sommet de la honte

LES 2 ET 3 NOVEMBRE s'est tenu à Vichy le Sommet européen sur l'immigration qui, sous les auspices de Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, réunissait les 27 ministres européens de l'intérieur et de la justice.

2 000 manifestants, venus par cars entiers, ont défilé dans les rues de Vichy pour protester contre la politique répressive de l'UE en matière d'immigration.

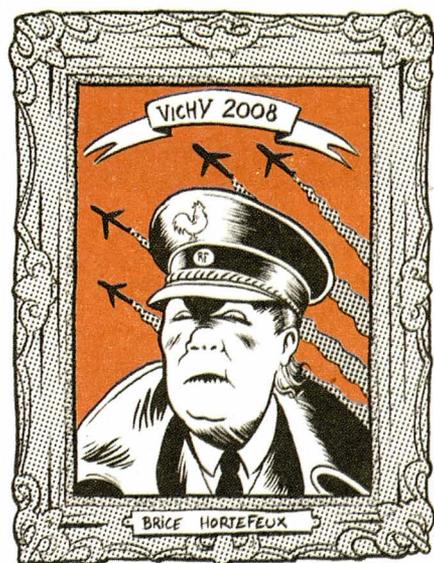
Pour des raisons obscures, cet événement important a été très peu commenté par les médias. Beaucoup de nos concitoyens ne sont même pas au courant. La question que l'on se pose : pourquoi a-t-il choisi Vichy, sur les 36 000 communes de France comme point de départ à sa grande entreprise européenne de rejet des migrants « extracommunautaires » ?

Vichy, chef-lieu de la collaboration franco-nazie, pendant la Seconde Guerre mondiale, dans la chasse aux juifs, Tziganes, apatrides, et autres éléments indésirables en Europe à cette époque. Si ce n'est pas du cynisme et de la provocation, alors qu'est-ce ?

Depuis la venue au pouvoir de Sarkozy, toute comparaison entre son gouvernement et celui du maréchal Pétain est considérée comme une injure passible de poursuites judiciaires. Alors pourquoi Hortefeux fait le rapprochement ? Si c'est une coïncidence, elle est plus que frappante.

Autre question : pourquoi cette chape de plomb médiatique ? Nous ne savons même pas les résolutions qui ont été prises à ce sommet, sinon qu'Hortefeux a suggéré que les migrants apprennent *La Marseillaise* !

Ce qu'Hortefeux ne dit pas, ce que personne ne dit, personne ne veut entendre, c'est que l'immigration profite... aux patrons ! Les sans-papiers constituent une main-d'œuvre



inépuisable (aux deux sens du terme) sous-payée et corvéable à merci. Non seulement on les fait travailler, mais on leur fait payer les impôts et les charges sociales. L'hypocrisie à l'état pur !

D'ailleurs, le problème ne date pas d'aujourd'hui, c'est une vieille tradition française : chaque fois que le pays est confronté à des difficultés économiques, la société prend une attitude raciste, xénophobe et nationaliste que le pouvoir et les politiciens de droite comme de gauche exploitent habilement à leur avantage. Une chose est certaine : tant que le pillage néocolonial sous couvert de « libéralisme » et de « mondialisation », des pays pauvres par les pays riches continuera, tant que les deux tiers de l'humanité croupiront dans la misère pour engraisser le tiers restant, aucune frontière, aucune police, aucun sommet de Vichy ne parviendront à endiguer le flot des « damnés de la terre » à la recherche de moyens de (sur)vie.

**Bernard Baudoin**

membre du soviet Gaston Couté de la FA

## Radio libertaire

### émission spéciale Prud'hommes

QUELS ENJEUX et quel avenir pour les prud'hommes aujourd'hui ? Doit-on y participer ou au contraire boycotter cette élection ? Participe-t-elle ou non à la justice de classes ou est-elle une vraie justice du travail ?

Quel risque d'une professionnalisation d'une justice (magistrat professionnel et non plus élu) visant à résoudre les conflits entre salariés et employeurs ? Et au-delà de la

dimension politique de ces élections : quelle représentativité pour les organisations syndicales ?

Enfin quelques conseils pratiques : saisine, référé, appel... Lundi 1<sup>er</sup> décembre, de 19 h 30 à 22 h 30, antenne ouverte aux auditeurs avec la présence de militants et militantes de la Fédération anarchiste, des militants syndicaux...

# Radio libertaire

## Jeudi 27 novembre

**Chronique hebdo (10 heures)** Commentaire de l'actualité en direct chaque semaine.

**Radio cartable (14 heures)** La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

**Petites annonces d'entraide (16 h 30)** Les annonces de la semaine par Élisabeth.

**Si vis pacem (18 heures)** Soutenir les prisonniers de la paix. À l'occasion du 1<sup>er</sup> décembre, la journée internationale des prisonniers pour la paix. Avec des poèmes d'Yves Le Car: *La plume a plus de force que la baïonnette*.

**Les enfants de Stonewall** Sida bla bla (19h30) Émission d'Act Up Paris.

**Entre chiens et loups (20h30)** Art & Anarchie Invité: Igit et la communauté du petit monde (groupe de rue découvert dans les escaliers à Montmartre).

## Vendredi 28 novembre

**Place aux fous (13 heures)** Rencontre avec le groupe punk Le Cabaret du Néant. Trois filles complètement allumées pour un rock teigneux: *Paris la catin*, puis entretien avec le groupe électro Laamdatün.

**L'invité du vendredi (19 heures)** Ligue des Droits de l'Homme

**Ca booste sous les pavés (22h30)** CSPB (Comité de Solidarité avec le Peuple basque) L'actualité politique du Pays basque.

## Samedi 29 novembre

**Reveil Hip Hop (08 heures)** Culture rap.

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)** La vie tranchée août 1917.

**Chronique syndicale (11 h 30)** Chroniques syndicales Chroniques rebelles jusqu'à 15h30. Joe Hill. Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire de Franklin Rosemont,

(ed. CNT-RP). Avec Frédéric Bureau et Larry Portis.

## Dimanche 30 novembre

**Désaxés (20h30)** Le ciné en zone libre. Monia, Nachi et Raki évoquent l'actualité du Septième Art.

## Lundi 1<sup>er</sup> décembre

**Lundi matin (11 heures)** Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

**Les partageux de la Commune (13 heures)** Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

**Les mangeux d' terre (18 heures)** Face à la crise, quelle(s) stratégie(s)? Débat enregistré le 13 novembre au Salon Marjolaine avec Yves Cochet (député vert), Serge Latouche (objecteur de croissance) et Thierry Salomon (association Négawatt).

**Le Monde merveilleux du travail (19h30)** Émission spéciale: Les Prud'hommes – Antenne ouverte aux auditeurs. Quels enjeux et quel avenir pour les Prud'hommes aujourd'hui? Boycott? Justice de classes ou justice du travail? Risque de professionnalisation? Quelle représentativité syndicale?

## Mardi 2 décembre

**Le Parisien libertaire (8 heures)** Faut libérer Paris! L'agenda.

**L'idée anarchiste (14h30)** Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

**Les amis d'Orwell (16 heures)** Anti-vidéosurveillance.

**Pas de quartiers... (18 heures)** Le sauveur a même réussi à mettre les archéologues en colère. Tous à vos poste à germanium!

**Radio libertaria (20h30)** Émission de la CNT/AIT Actualités militantes.

## Mercredi 3 décembre

**Blues en liberté (10h30)** Robert Pete Williams, le country blues préféré des amateurs de free jazz.

**Sans toit ni loi (12 heures)** Émission sur les mal-logés et la précarité.

**Le manège (14 heures)** L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné.

**Femmes libres (18h30)** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

**Ras les murs (20h30)** Actualités des luttes de prisonniers.

## Jeudi 4 décembre

**Si vis pacem (18 heures)** Antimilitarisme Émission de l'Union Pacifiste.

## Vendredi 5 décembre

**Petits matins pour le grand soir (08h30)** Les enfants du Père La Purge débattront à propos de la violence.

**Koumbi (16 heures)** Chroniques africaines

**Radio espéranto (17h30)** Espérantisme Émission de l'association Sat-Amikaro.

**La grenouille noire (21 heures)** Écologie libertaire

## Samedi 6 décembre

**Deux sous de scène (15h30)** Magazine de la chanson vivante par Nicolas Choquet.

**Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19 heures)** Invité: Hubert, scénariste de la série (bande dessinée) *Miss Pas Touche* publiée aux éditions Dargaud.

## Dimanche 7 décembre

**Ni maître, ni dieu (10 heures)** Pensée libre.

89.4 MHz en région parisienne  
rl.federation-anarchiste.org

## Jeudi 27 novembre

### St-Marcellin (38)

Le Collectif associatif dont fait partie le groupe La Rue Rôle de la FA vous invite à une projection-débat autour du film *Nos enfants nous accuserons* à 20h au cinéma Les Méliès, 20, boulevard Riondel. L'entrée est hélas payante (6,50 euros). laruerale@no-log.org

### St-Étienne (42)

20h 15. Bruno Daraquy dit Gaston Couté suivi de *L'anarchie, raison et passion*, au Théâtre libre, 48, rue Désiré-Claude. Réservations: 04 78 00 04 82, 06 10 25 83 24. theatrelibre.com PAF: 10 euros

### Saint-Denis (93)

19 h00. La Dionyversité: Université populaire de St-Denis. Chacun pourra apporter une bande dessinée de son choix et partager ses impressions, ses émotions avec les autres participants. Présentation de Pierre Muratet. Une soirée organisée par l'association Terre BD. Bourse du Travail de St-Denis. dionyversite.org

## Vendredi 28 novembre

### Périgueux (24)

20h30, conférence-débat Albert Camus et les Libertaires animée par Claire Auzias à l'Amphithéâtre Jean Moulin de la Bibliothèque municipale, avenue G. Pompidou.

### Rouen (76)

20h30. Vidéo débat sur fichage et surveillance autour du film *Pistés par vos gènes*, à l'Insoumise 128, rue Saint-Hilaire 76000 Rouen.

### Lyon (69)

20h30. Projection de *Fils de Lip* en présence de son réalisateur Thomas Faverjon, à La Maison des Passages, 44, rue Saint-Georges. Projection en présence du réalisateur. Paf 6 euros.

### St-Jean-en-Royans (26)

20h30. « Derrière les murs ». Le groupe La Rue Rôle de la Fédération anarchiste en partenariat avec Activ'Royans accueille Jacques Lesage de

La Haye pour une soirée débat sur l'enfermement carcéral et psychiatrique. À la Maison du Royans, rue Pasteur. laruerale@no-log.org

## Samedi 29 novembre

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Forum avec René Berthier, auteur de *À propos de l'Alliance syndicaliste*, à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M<sup>o</sup> Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

### Saint-Denis-La-Plaine (93)

Procès spectacle par la compagnie Jolie Môme, jusqu'au 7 décembre à La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, métro Porte de la Chapelle, Bus 1563 arrêt Église de La Plaine, 01 49 98 39 20. cie-joliemome.org

### Paris XVII<sup>e</sup>

De 16 heures à 20 heures Slam, lecture, poésie, musique avec Sophie, Daniel, Ghislaine, Marc, Marianne, Arnaud, Julia, Anne, Jenny. Les Amis de l'Atelier du Non-Faire au 91 bis, rue Truffaut.

## Lundi 1<sup>er</sup> décembre

### Strasbourg (67)

20 heures Conférence-débat: « Une crise? Non, le capitalisme » organisée par le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste avec Alain Bih, professeur de sociologie à l'université de Besançon. Maison des Associations, place des Orphelins.

## Mardi 2 décembre

### Saint-Denis (93)

19h00. La Dionyversité: Université populaire de St-Denis. Le consommateur urbain est non seulement la cible, mais aussi le vecteur de la publicité municipale. Bourse du Travail de St-Denis. dionyversite.org

## Jeudi 4 décembre

### Saint-Denis (93)

19h00. La Dionyversité: Université populaire de St-Denis. Henri Penar Ruiz. Depuis un siècle, la fameuse loi de 1905 n'a cessé d'être grignotée par des pratiques de tous horizons. Doit-on s'accrocher à un texte peut-être périmé et qui fait figure d'exception dans le monde, ou repenser la laïcité « à la française »?

## Vendredi 5 décembre

### Périgueux (24)

20h30. Soirée débat organisée par RESF 24: de la chasse aux sans papiers au renforcement du contrôle de la population. Avec Maurice Rajsfus. Salle Jean Moulin, Bibliothèque de Périgueux.

### Ivry-sur-Seine (94)

19h30. Projection à 20h30 du film 1984 de Michaël Radford (version de 1984 avec John Hurt et Richard Burton), suivi d'un débat organisé par le groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste. Au squatt « Sans plomb » (métro Mairie-d'Ivry), 38 rue Gabriel Péri. Entrée libre.

## Samedi 6 décembre

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Eduardo Colombo présentera son nouveau livre: *L'Espace politique de l'anarchie* à la Librairie du Monde libertaire

## Mardi 9 décembre

### Saint-Denis (93)

19h00. La Dionyversité: Université populaire de Saint-Denis. L'aménagement et l'animation comme euphorisants. Avec Jean Pierre Garnier Au-delà de ses visées mercantiles, la « revalorisation » de l'espace public s'inscrit dans entreprise plus vaste et de plus longue haleine.

## Samedi 13 décembre

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. La Librairie du Monde libertaire reçoit Sylvain Boulouque, pour le livre *Les Listes noires du PCF*.

# TÔMA SICKART FAIT SON EXPO A LA PISCINE



DU 29 NOVEMBRE AU 19 DECEMBRE  
VERNISSAGE LE 29 AU SOIR

BAR DE LA PISCINE 20 RUE EDOUARD VAILLANT,  
METRO CROIX DE CHAUX